

7 Intégration des jeunes de parents nés à l'étranger

Les jeunes dont les parents sont nés à l'étranger et qui ont grandi et ont suivi leur scolarité dans le pays d'accueil se heurtent à des difficultés qui sont différentes de celles des immigrés arrivés à l'âge adulte. Le présent chapitre compare les résultats des descendants d'immigrés avec ceux des descendants de parents nés dans le pays et des immigrés arrivés pendant l'enfance. Il commence par examiner quelques caractéristiques générales qui permettent de situer les jeunes ayant des parents nés à l'étranger (indicateurs 7.1, 7.2 et 7.3), avant de s'intéresser à leur accès à l'éducation (7.4 et 7.5), à leur niveau scolaire (7.6 et 7.7), et à la façon dont ils vivent leur scolarité (7.8 et 7.9). Il dresse ensuite un état des lieux du niveau d'études des jeunes adultes (indicateur 3.1) et présente des indicateurs sur le passage de l'école à la vie active (7.11 et 7.12), ainsi que sur la mobilité intergénérationnelle en termes d'éducation (7.13), le comportement sur le marché du travail (7.14 et 7.15) et les caractéristiques des emplois occupés (7.16 et 7.17). Il expose enfin des indicateurs sur les conditions de vie (indicateurs 7.18 et 7.19) et l'intégration sociale (7.20 et 7.21).

En bref

La part des jeunes de parents nés à l'étranger augmente

- Dans l'UE, 23 % des 15-34 ans sont eux-mêmes nés à l'étranger ou ont des parents qui sont nés à l'étranger. La part des jeunes nés dans le pays dont un parent au moins est né à l'étranger s'élève à 10 %. Dans l'OCDE, la part respective est de 28 %, dont la moitié est née dans le pays d'un parent au moins né à l'étranger. Parmi les enfants de moins de 15 ans, la part est légèrement plus élevée dans l'UE (25 %) et similaire dans l'OCDE (28 %).
- Parmi les 15-34 ans, la part de jeunes ayant un parent né à l'étranger, ou les deux, a augmenté ces dix dernières années de 2.3 points de pourcentage dans l'UE, et de 2.6 points dans l'OCDE.
- En Australie, en Nouvelle-Zélande, en Israël et dans la plupart des pays de l'UE à l'exception des pays germanophones, les jeunes (15-34 ans) d'ascendance mixte sont plus nombreux que ceux dont les deux parents sont nés à l'étranger. L'inverse est toutefois vrai pour les enfants de moins de 15 ans dans la plupart des pays d'immigration de longue date et des pays d'Europe du Sud, en Suède, en Norvège et au Canada.

Les enfants d'immigrés continuent de rencontrer des difficultés à l'école mais il semble qu'ils soient en train de rattraper leur retard

- Dans la plupart des pays, les enfants issus de ménages nés à l'étranger sont moins susceptibles que ceux issus de ménages nés dans le pays de fréquenter une structure d'éducation et d'accueil des jeunes enfants (EAJE), mais leur taux de fréquentation a augmenté quasiment partout ces dix dernières années, venant combler l'écart avec les descendants de parents nés dans le pays. Dans l'UE, le bénéfice de l'enseignement préscolaire équivaut à quasiment une année de scolarité pour les enfants d'immigrés, soit bien plus que pour leurs camarades dont les parents sont nés dans le pays (moins d'un semestre).
- Dans l'UE et l'OCDE, plus de la moitié des élèves dont les parents sont nés à l'étranger fréquentent des établissements scolaires à forte concentration d'enfants d'origine étrangère. Cette concentration s'est accentuée ces dix dernières années dans la quasi-totalité des pays, notamment au Royaume-Uni, en Italie et dans les pays nordiques.
- En Amérique latine et en Europe, les compétences en compréhension de l'écrit des enfants d'immigrés sont plus faibles que celles de leurs camarades dont les parents sont nés dans le pays. L'inverse est vrai dans la plupart des autres pays non européens.
- Dans l'UE, 29 % des élèves nés dans le pays de parents immigrés ne possèdent pas les compétences de base en compréhension de l'écrit, contre 38 % des élèves nés à l'étranger et 18 % des descendants de parents nés dans le pays.
- Les descendants d'immigrés ont amélioré leurs résultats en compréhension de l'écrit dans l'OCDE comme dans l'UE, tandis que les descendants de parents nés dans le pays affichent des résultats relativement stables, venant ainsi combler en partie l'écart entre les deux groupes.
- Cet écart persiste toutefois dans la plupart des pays, indépendamment du niveau socioéconomique des effectifs des établissements scolaires, sauf en Italie, en France, au Costa Rica, en Espagne et au Royaume-Uni, où les disparités s'estompent.
- Si l'on ne tient compte que des élèves défavorisés, dans la plupart des pays la part des élèves très performants en compréhension de l'écrit est plus élevée chez les descendants d'immigrés que chez les descendants de parents nés dans le pays, bien que cela ne soit pas le cas dans les pays non européens, au Royaume-Uni et en France.

- Dans l'UE, les jeunes adultes descendants d'immigrés sont moins susceptibles que ceux dont les parents sont nés dans le pays d'avoir un niveau d'études élevé (32 % contre 40 %) et plus susceptibles d'avoir un faible niveau d'études (21 % contre 14 %). L'inverse est vrai dans les pays non-membres de l'UE. La part des jeunes adultes très instruits dont les parents sont nés à l'étranger a augmenté dans l'UE et l'OCDE ces dix dernières années.
- Dans l'UE, les jeunes nés dans le pays d'un parent au moins né à l'étranger sont plus susceptibles d'afficher un niveau d'études supérieur à celui de leurs parents que les descendants de parents nés dans le pays.
- Le taux de décrochage des descendants d'immigrés est de 11 % dans l'UE, soit davantage que parmi les descendants de parents nés dans le pays dans la plupart des pays de l'UE, et de 8 % au Japon, soit bien plus aussi que parmi les descendants de parents nés dans le pays. Les taux sont généralement plus élevés chez les garçons. Ils ont diminué au cours des huit dernières années, quel que soit le pays d'origine des parents.

Les descendants d'immigrés rattrapent leur retard sur le marché du travail

- Environ 17 % des jeunes descendants d'immigrés dans l'OCDE comme dans l'UE sont sans emploi et sortis du système éducatif. Dans la quasi-totalité des pays de l'UE, ce taux est plus élevé que chez les descendants de parents nés dans le pays, bien que cela ne soit pas le cas partout en dehors de l'UE.
- Dans la plupart des pays, les jeunes descendants d'immigrés sont moins susceptibles d'occuper un emploi que les descendants de parents nés dans le pays, et plus susceptibles d'être au chômage. L'écart d'emploi est le plus marqué en Belgique et en Espagne. Il est partiellement comblé parmi les personnes très instruites, sauf aux États-Unis et en France, entre autres.
- Malgré la crise du COVID-19, les descendants d'immigrés ont enregistré de meilleurs résultats sur le plan professionnel en 2020 qu'en 2012. Avec des taux d'emploi plus élevés et des taux de chômage plus faibles, surtout dans les pays où l'on observe des résultats médiocres, l'écart s'est réduit avec les descendants de parents nés dans le pays. Aux États-Unis toutefois, le taux de chômage des descendants d'immigrés a augmenté.
- Dans l'UE, les 25-34 ans très instruits de parents nés à l'étranger sont près d'un quart à être surdiplômés pour l'emploi qu'ils occupent. Dans la plupart des pays européens d'immigration de longue date, mais pas en dehors de l'Europe en général, les jeunes descendants d'immigrés sont plus susceptibles d'être déclassés que les descendants de parents nés dans le pays.
- Ils sont en outre sous-représentés dans les services publics dans la plupart des pays, notamment dans l'UE, mais ce n'est pas le cas en Israël, au Royaume-Uni et en Suède.

La discrimination intersectionnelle et les conditions de vie plus difficiles restent des défis majeurs

- Dans la quasi-totalité des pays, les enfants de moins de 16 ans issus de ménages immigrés sont plus susceptibles de vivre dans une situation de pauvreté relative que ceux issus de ménages natifs. Leur taux de pauvreté relative est supérieur d'au moins 50 % dans la plupart des pays.
- Dans l'UE, plus d'un tiers des enfants issus d'un ménage immigré vit dans un logement surpeuplé, par rapport à moins d'un enfant sur cinq issu d'un ménage natif. Cet écart disparaît à l'âge de 25 ans.
- Dans l'UE, plus d'un descendant d'immigrés sur cinq a le sentiment d'appartenir à un groupe victime de discrimination sur la base de l'origine ethnique ou raciale, ou de la nationalité. Ils sont en effet plus susceptibles d'avoir ce sentiment que les adultes nés à l'étranger, sauf en Israël, en Autriche et aux États-Unis. Cette situation peut s'expliquer par une meilleure connaissance de leurs droits et une plus grande vigilance face aux pratiques discriminatoires.
- La discrimination perçue a augmenté entre les périodes 2010-14 et 2016-20, sous l'effet de niveaux accrus parmi les groupes exposés à la discrimination intersectionnelle, notamment les femmes, les jeunes dont les parents ne sont pas originaires de l'UE et les individus élevés dans une langue étrangère.

7.1. Jeunes de 15 à 34 ans de parents nés à l'étranger

Contexte

On distingue quatre catégories de jeunes de parents nés à l'étranger : a) les jeunes nés dans le pays de deux parents nés à l'étranger ; b) les jeunes nés dans le pays qui sont issus d'un couple mixte (un parent né dans le pays et l'autre à l'étranger) ; c) les jeunes nés à l'étranger qui ont immigré pendant l'enfance (ils sont arrivés dans le pays d'accueil avant l'âge de 15 ans) ; d) les jeunes nés à l'étranger qui ont immigré à l'âge adulte (15 ans ou plus, ils ne sont pas la cible du présent chapitre). Les descendants de parents nés dans le pays sont donc les jeunes nés dans le pays dont les deux parents sont nés dans le pays.

Dans l'UE, 23 % des jeunes âgés de 15 à 34 ans sont eux-mêmes nés à l'étranger ou ont des parents qui sont nés à l'étranger. Ils sont 10 % à être nés dans le pays, parmi lesquels 4 % ont deux parents nés à l'étranger et 6 % sont issus d'un couple mixte. En outre, 3 % sont arrivés enfants, et 10 % à l'âge adulte. Dans les pays de l'OCDE, la part des jeunes de parents nés à l'étranger est plus élevée, s'établissant à 28 %. Parmi eux, 8 % sont des descendants d'immigrés, 6 % sont d'ascendance mixte, 5 % ont immigré enfants, et 10 % sont arrivés à l'âge adulte. Les jeunes (qu'ils soient nés dans le pays ou à l'étranger) dont au moins un parent est né à l'étranger représentent 22 millions de personnes dans l'UE et 60 millions dans l'OCDE ; 42 % vivent aux États-Unis, 10 % en Allemagne, 7 % en France et au Royaume-Uni, et 5 % au Canada et en Australie.

Les pays qui accueillent au total les plus grandes parts de jeunes nés à l'étranger sont aussi ceux où la part des jeunes ayant des parents nés à l'étranger est la plus élevée. Plus de la moitié des jeunes au Luxembourg, en Australie et en Suisse sont d'origine immigrée, de même que 45 % en Nouvelle-Zélande et près de 40 % en Suède, au Canada et en Autriche. La part des jeunes nés dans le pays d'un parent au moins né à l'étranger reste supérieure à 15 % dans les autres pays d'immigration de longue date. Dans un certain nombre de pays, ce groupe est numériquement supérieur à celui des jeunes nés à l'étranger, comme par exemple en Israël, en France, aux Pays-Bas et aux États-Unis. En Australie, en Nouvelle-Zélande, en Israël et dans la plupart des pays de l'UE, les jeunes d'ascendance mixte sont plus nombreux que ceux dont les deux parents sont nés à l'étranger, alors que l'inverse est vrai dans les pays germanophones, aux États-Unis, au Royaume-Uni et au Canada. Dans la plupart des pays de l'UE et en Australie, les jeunes immigrés qui sont arrivés à l'âge adulte sont deux fois plus nombreux que ceux arrivés pendant l'enfance, tandis que les chiffres respectifs sont très similaires aux États-Unis et au Canada.

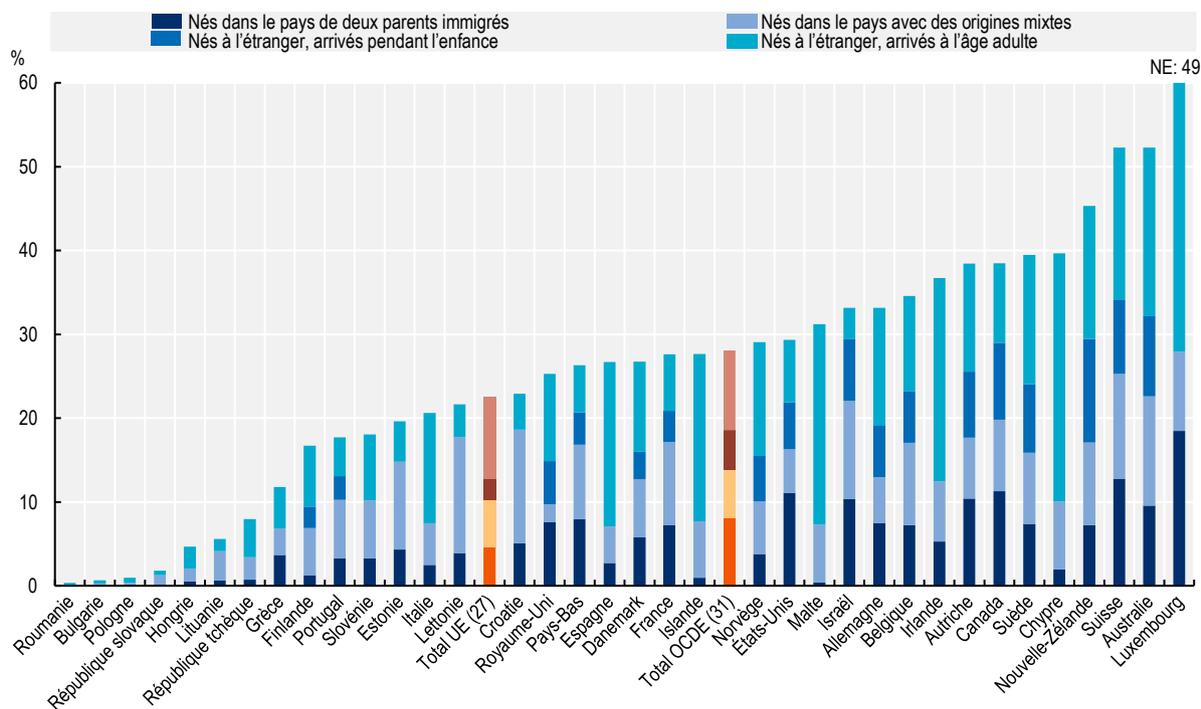
Ces dix dernières années, dans les pays pour lesquels des données sont disponibles, la part des descendants d'immigrés dans le total des jeunes a augmenté de 2.3 points de pourcentage dans l'UE et de 2.6 points dans l'OCDE. Dans l'UE, la hausse a été analogue à celle des jeunes nés à l'étranger. En revanche, la part des jeunes immigrés a diminué aux États-Unis, en Israël et dans tous les pays européens extracommunautaires. La part des descendants avec au moins un parent né à l'étranger a augmenté dans la plupart des pays, les hausses les plus marquées étant observées aux États-Unis (3.4 points de pourcentage), en Espagne (3.5 points), en Finlande (4 points) et en Autriche (6 points). Toutefois, leur part a légèrement diminué en Australie et en France, et a chuté de 7 points de pourcentage en Israël.

Principaux résultats

- Dans l'UE, 23 % des 15-34 ans sont d'origine immigrée. Cette part est de 28 % dans l'OCDE, où la moitié a au moins un parent qui est né à l'étranger et l'autre moitié est née à l'étranger et a immigré dans le pays d'accueil.
- En Australie, en Nouvelle-Zélande, en Israël et dans les pays de l'UE, à l'exception des pays germanophones, les jeunes nés dans le pays qui sont issus d'un couple mixte sont plus nombreux que ceux dont les deux parents sont nés à l'étranger.
- La part des descendants d'immigrés a augmenté de 2.3 points de pourcentage dans l'UE et de 2.6 points dans l'OCDE, soit une progression analogue dans l'UE à celle des jeunes immigrés.

Graphique 7.1. Part de jeunes de parents nés à l'étranger

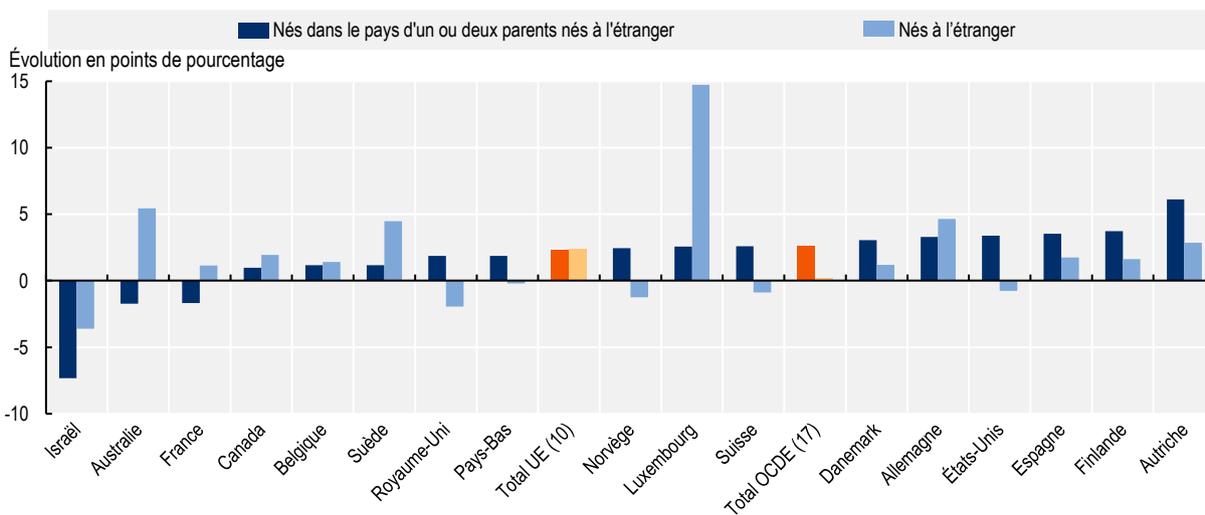
15-34 ans, 2021



StatLink <https://stat.link/isp5vb>

Graphique 7.2. Évolution de la population de jeunes

15-34 ans, entre 2012 et 2021



StatLink <https://stat.link/79yfes>

Les notes et les sources sont consultables dans leurs StatLinks respectifs.

7.2. Enfants de moins de 15 ans de parents nés à l'étranger

Contexte

On distingue trois catégories d'enfants de moins de 15 ans de parents nés à l'étranger : a) les enfants nés dans le pays de deux parents nés à l'étranger ; b) les enfants nés dans le pays qui sont issus d'un couple mixte (un parent est né dans le pays et l'autre à l'étranger) ; et c) les enfants nés à l'étranger.

Dans l'UE, un enfant sur quatre (13.5 millions) est né à l'étranger ou a des parents qui sont nés à l'étranger : 12 % ont leurs deux parents qui sont nés à l'étranger, 8 % sont issus d'un couple mixte, et seulement 4 % sont eux-mêmes nés à l'étranger. Dans la zone OCDE, la part des enfants qui sont nés à l'étranger ou dont les parents sont nés à l'étranger est plus élevée (28 %), en raison de la part plus importante (15 %) d'enfants dont les deux parents sont nés à l'étranger. Sur les 37 millions d'enfants de parents nés à l'étranger dans l'OCDE, 43 % résident aux États-Unis, environ 10 % au Royaume-Uni et en Allemagne, et 8 % en France.

Au Luxembourg, près de quatre enfants sur cinq (78 %) sont d'origine immigrée, soit de loin la proportion la plus élevée dans l'UE et l'OCDE. Leur part est également relativement élevée à Chypre, en Autriche et en Australie, avec plus de deux enfants sur cinq. En revanche, dans les pays d'Europe centrale et orientale, où la population immigrée est beaucoup moins nombreuse et vieillissante, seul un enfant sur cinq est d'origine immigrée, principalement d'ascendance mixte. En outre, les enfants dont les deux parents sont nés à l'étranger sont plus nombreux que ceux qui sont issus d'un couple mixte dans tous les pays d'immigration de longue date (à l'exception des Pays-Bas), dans la plupart des pays d'Europe du Sud, en Suède, en Norvège et au Canada. À l'inverse, les jeunes adultes d'origine étrangère en Europe sont majoritairement issus de couples mixtes, sauf dans les pays germanophones (voir l'indicateur 7.1).

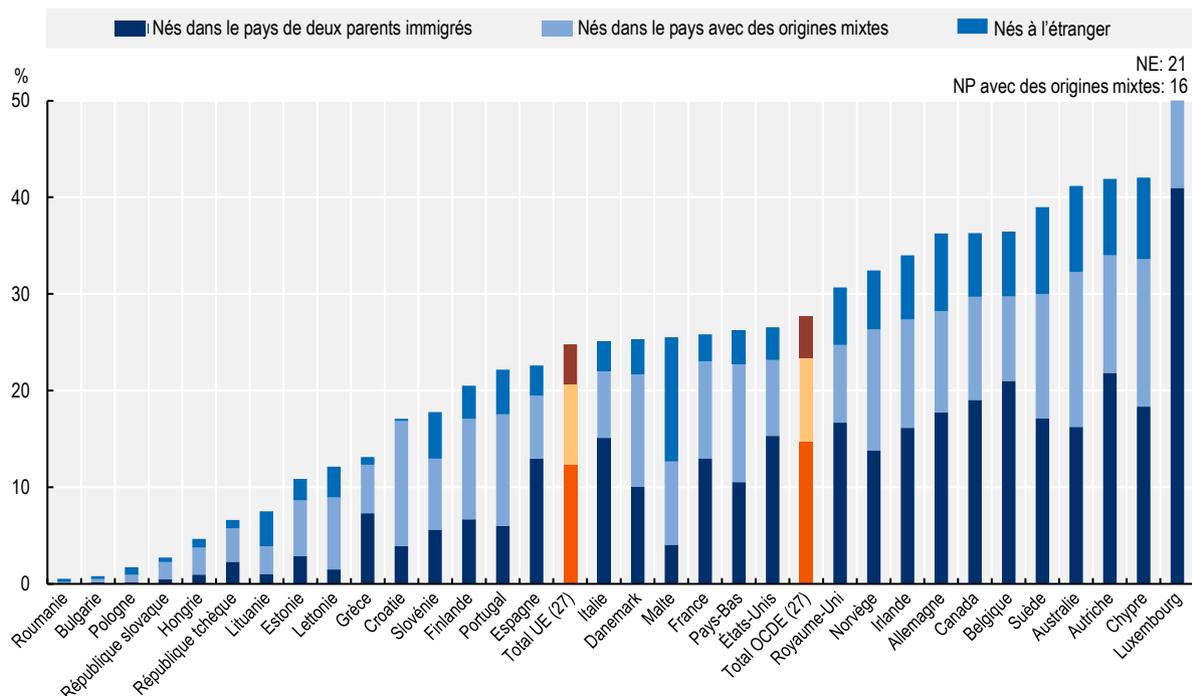
Ces dix dernières années, la part des enfants descendants d'immigrés a considérablement augmenté dans tous les pays, à l'exception de la Grèce et des pays d'Europe centrale et orientale. Dans l'UE, la hausse est de 4 points de pourcentage, soit deux fois plus que chez les 15-34 ans. C'est en Norvège (+9 points), en Finlande (+10 points) et à Chypre (+11 points) que la hausse a été la plus marquée. Le Danemark, l'Italie et l'Irlande ont également enregistré de fortes hausses, quoique dans une moindre mesure. En revanche, la part des enfants nés à l'étranger est restée relativement stable dans l'ensemble de l'UE, moins d'un quart des pays ayant enregistré une hausse significative. Les progressions les plus fortes, de 5 points de pourcentage environ, sont observées au Luxembourg, ainsi qu'en Suède et en Allemagne, qui ont accueilli en 2015-16 des effectifs comparativement importants de migrants pour raisons humanitaires. En revanche, l'Irlande, l'Espagne et la Grèce sont parmi les rares pays enregistrant une baisse de la part d'enfants nés à l'étranger.

Principaux résultats

- Dans l'UE, un enfant sur quatre est né à l'étranger ou a des parents qui sont nés à l'étranger. La moitié d'entre eux ont leurs deux parents qui sont nés à l'étranger, un tiers sont issus d'un couple mixte et un sixième sont nés à l'étranger. Dans l'OCDE, la part des enfants de parents nés à l'étranger est encore plus élevée, s'établissant à 28 %.
- À la différence des 15-34 ans, les enfants de moins de 15 ans dont les deux parents sont nés à l'étranger sont plus nombreux que ceux d'ascendance mixte dans tous les pays d'immigration de longue date (à l'exception des Pays-Bas), dans la plupart des pays d'Europe du Sud, ainsi qu'en Suède, en Norvège et au Canada.
- La part des enfants descendants d'immigrés a augmenté de 4 points de pourcentage dans l'UE, tandis que celle des enfants nés à l'étranger est restée stable.

Graphique 7.3. Enfants de parents nés à l'étranger

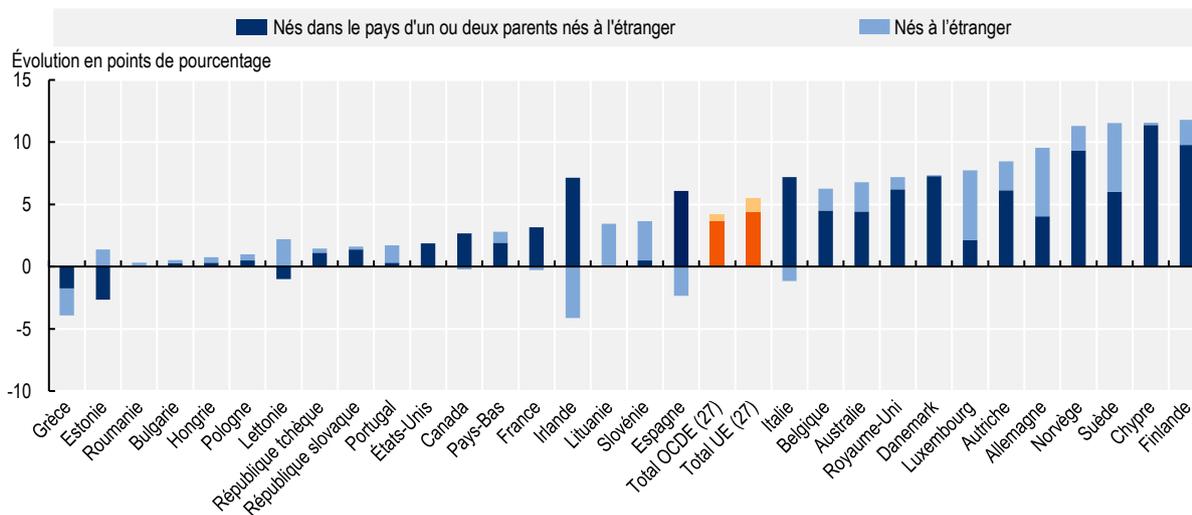
0-14 ans, 2020



StatLink  <https://stat.link/c1f5ox>

Graphique 7.4. Évolution de la population d'enfants

0-14 ans, entre 2010 et 2020



StatLink  <https://stat.link/3nv18x>

Les notes et les sources sont consultables dans leurs StatLinks respectifs.

7.3. Régions d'origine des parents

Contexte

Dans le contexte de l'OCDE, une région d'origine correspond à un groupe de pays d'origine (voir le glossaire pour le détail des régions). La région d'origine des parents est la région de naissance du père pour les enfants nés dans le pays de deux parents nés à l'étranger (15-34 ans) et le pays de naissance pour les enfants nés à l'étranger qui sont arrivés dans le pays d'accueil pendant l'enfance (avant l'âge de 15 ans). Les descendants d'immigrés originaires de l'UE sont ceux dont au moins un parent est né dans un autre pays membre de la zone européenne de libre circulation.

Dans l'ensemble de l'UE, 51 % des jeunes descendants de deux parents immigrés ont un père qui est né en Europe, 26 % en Afrique, 18 % en Asie et 5 % en Amérique latine. Au niveau des pays, les jeunes natifs dont le père est originaire d'Afrique constituent le groupe le plus important en France (65 %), au Portugal (55 %) et en Belgique (52 %), tandis que l'origine asiatique du père est la plus répandue au Danemark (45 %). L'Europe est la région d'origine la plus représentée dans les pays de l'UE, sauf en Espagne. En ce qui concerne les personnes nées à l'étranger qui sont arrivées dans l'UE alors qu'elles étaient enfants, 52 % viennent de régions non européennes, en particulier l'Asie (21 %), l'Amérique latine (16 %) et l'Afrique (14 %). Dans l'UE, le fait d'avoir un parent né dans un autre pays de l'UE est beaucoup plus fréquent parmi les jeunes nés dans le pays qui sont issus d'un couple mixte (un parent né dans le pays et l'autre à l'étranger) que chez ceux dont les deux parents sont nés à l'étranger. Si 48 % des enfants d'ascendance mixte qui sont nés dans le pays ont un parent qui est né dans l'UE- ou l'AELE-, c'est le cas de 18 % seulement des enfants nés dans le pays de deux parents nés à l'étranger.

Aux États-Unis, environ neuf descendants de deux parents immigrés sur dix ont un père originaire d'Amérique latine (67 %) ou d'Asie (24 %), les autres venant d'Afrique et d'Europe (4 % dans les deux cas). Il en va de même pour les jeunes nés à l'étranger qui ont immigré aux États-Unis pendant l'enfance, huit sur dix étant originaires d'Amérique latine et d'Asie (54 % et 26 %, respectivement), les autres venant d'Europe (12 %) et d'Afrique (6 %). Au Canada et en Australie, environ 45 % des descendants d'immigrés ont un père qui est né en Asie. Pour ce qui est des régions d'origine des pères, la plus grande diversité est observée au Canada et aux Pays-Bas, tandis qu'au Luxembourg la plupart des descendants d'immigrés sont originaires de l'UE.

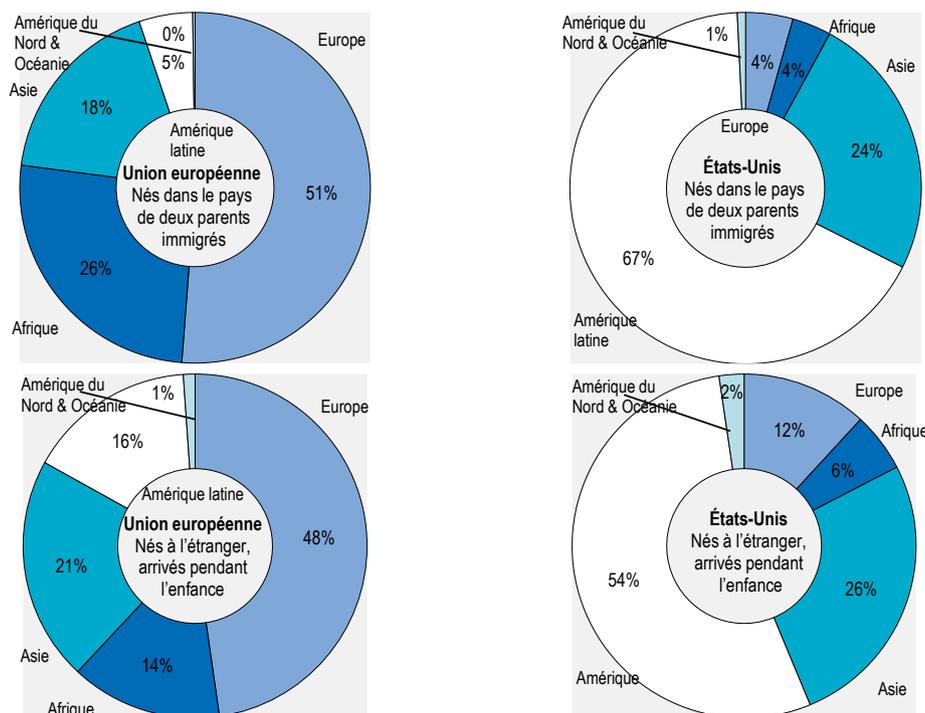
Les données relatives à l'UE ne sont pas comparables dans le temps en raison de changements de définitions intervenus en Allemagne. Aux États-Unis, les régions d'origine des pères dont les enfants sont nés dans le pays sont restées globalement stables ces dix dernières années. Au Canada, en revanche, la part des descendants d'immigrés européens a diminué de 8 points de pourcentage entre 2011 et 2016, tandis que celle des descendants d'immigrés originaires de toutes les autres régions a augmenté, en particulier pour l'Asie.

Principaux résultats

- Dans l'UE, 65 % des jeunes nés dans le pays de deux parents immigrés ont leur père qui est né en dehors de l'Europe, tandis que 47 % des jeunes nés à l'étranger qui ont immigré enfants viennent de pays non européens.
- Aux États-Unis, les deux tiers des descendants d'immigrés ont un père originaire d'Amérique latine. En Australie et au Canada, près d'un descendant d'immigrés sur deux a un père qui est né en Asie.

Graphique 7.5. Régions d'origine du père, jeunes de parents nés à l'étranger

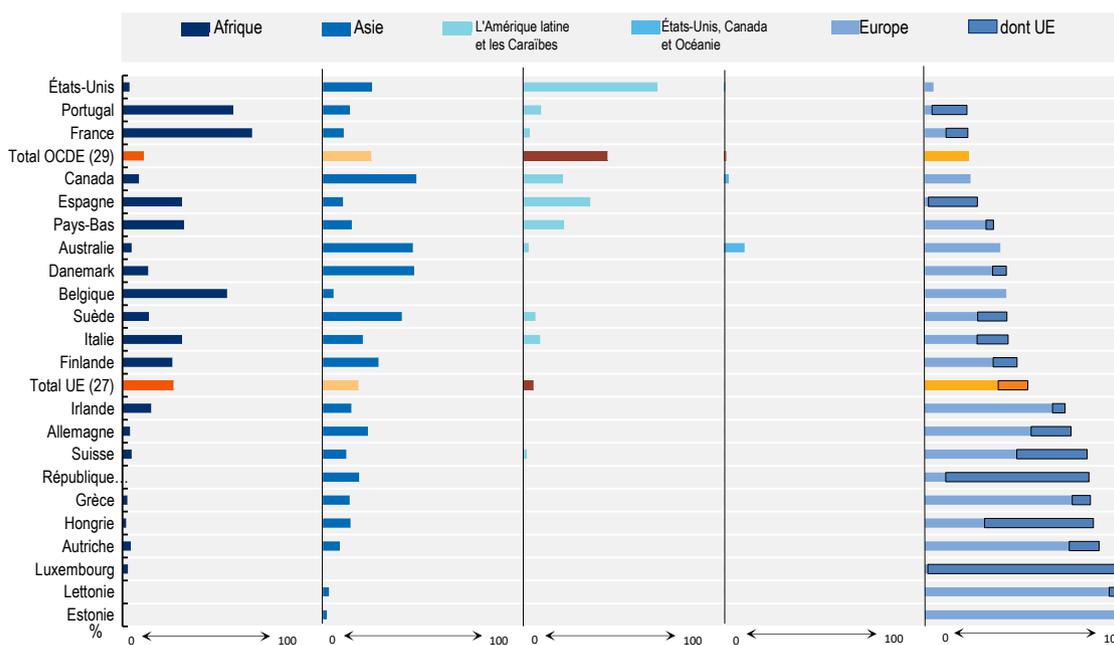
15-34 ans, 2020



StatLink <https://stat.link/ck92np>

Graphique 7.6. Régions d'origine du père, jeunes de parents nés à l'étranger, par pays

15-34 ans, 2020/21



StatLink <https://stat.link/01w48v>

Les notes et les sources sont consultables dans leurs StatLinks respectifs.

7.4. Éducation et accueil des jeunes enfants (EAJE)

Contexte

Les données montrent que les enfants, en particulier ceux défavorisés, qui fréquentent les structures d'éducation et d'accueil des jeunes enfants, ont plus de chances de réussir, à l'école puis à l'âge adulte sur le marché du travail. L'EAJE joue un rôle encore plus important pour les enfants d'immigrés, qui ont des liens plus ténus avec la langue du pays d'accueil dans la petite enfance.

Le taux de fréquentation des services formels d'éducation et d'accueil des jeunes enfants, définis comme des services d'accueil payants pour les enfants de 2 à 5 ans et fournis soit dans le cadre de structures organisées (école maternelle et garderie, par exemple), soit en vertu d'un accord passé entre les parents et le prestataire, même si l'accueil se limite à quelques heures par semaine.

Dans l'UE, la grande majorité (88 %) des enfants de ménages immigrés bénéficient de services d'éducation et d'accueil de la petite enfance, tandis que c'est le cas de moins des deux tiers d'entre eux aux États-Unis et en Australie. Dans la plupart des pays, le taux de fréquentation à l'EAJE parmi les enfants de ménages immigrés est inférieur à celui des enfants de ménages natifs. C'est particulièrement vrai à Chypre, aux Pays-Bas et en Italie. Dans les pays germanophones, en Espagne ou aux États-Unis, on n'observe toutefois pas de différence significative entre les deux groupes en termes d'accès à l'EAJE.

Si la fréquentation à l'EAJE a augmenté ces dix dernières années dans deux tiers des pays, elle a augmenté parmi les enfants de ménages immigrés dans la quasi-totalité d'entre eux, réduisant, voire comblant, l'écart avec les enfants de ménages natifs. Dans l'UE (en Espagne notamment) et en Norvège, la hausse est plus de 2.5 fois supérieure à celle enregistrée parmi les enfants issus de ménages natifs. La fréquentation à l'EAJE de ces derniers a même baissé au Royaume-Uni, en Suisse, en Belgique et aux États-Unis, alors qu'elle a augmenté chez les ménages immigrés.

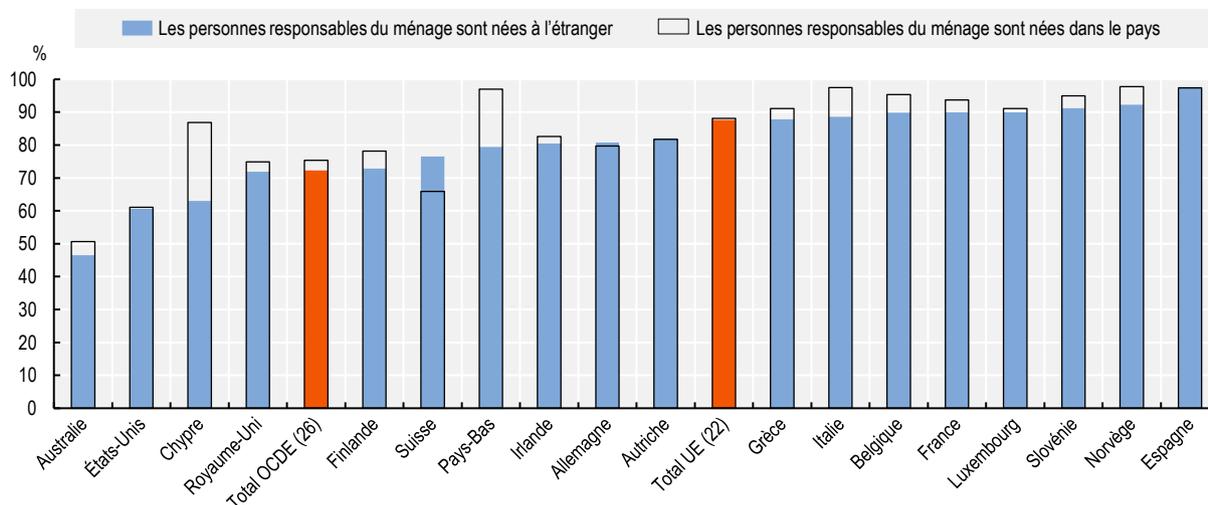
L'accès à l'EAJE dépend de l'offre de services préscolaires (plus faible hors Europe) et de leur coût (généralement plus élevé hors Europe). Il se peut aussi que les normes de genre dans les pays d'origine limitent le recours des parents à l'EAJE, par exemple si l'éducation des enfants repose entièrement sur les mères, réduisant ainsi leur taux d'activité. Dans l'UE, la fréquentation à l'EAJE est inférieure de 3 points de pourcentage dans les ménages de pays tiers, par rapport aux ménages nés dans l'UE. Cette sous-représentation dans l'EAJE est particulièrement problématique parce que les enfants qui bénéficient d'un enseignement préscolaire obtiennent à l'âge de 15 ans de meilleurs résultats au PISA en compréhension de l'écrit, même après prise en compte du milieu socioéconomique. Dans l'UE, le bénéfice de l'enseignement préscolaire dans ce cadre correspond à près d'une année de scolarité (37 points) pour les enfants d'immigrés, beaucoup plus que pour leurs camarades dont les parents sont nés dans le pays (15 points seulement). C'est en Allemagne et en Italie que le bénéfice est le plus grand, avec près de 1.5 année de scolarité, ainsi qu'en Autriche et au Portugal (1 année), soit plus que pour les descendants de natifs. En Australie, en Amérique du Nord et aux Pays-Bas, le bénéfice de l'enseignement préscolaire est généralement moindre pour les deux groupes (environ 10 points dans les deux cas).

Principaux résultats

- Si la grande majorité des enfants de ménages immigrés fréquentent l'EAJE en Europe, dans la plupart des pays, leur taux de fréquentation est inférieur à celui des enfants de ménages natifs.
- Si l'accès à l'EAJE augmente ces dix dernières années dans la moitié des pays, elle hausse dans presque tous chez les enfants de ménages immigrés, résorbant la plupart de l'écart.
- Dans l'UE, le bénéfice de l'enseignement préscolaire équivaut à presque une année de scolarité à 15 ans pour les enfants d'immigrés, bien plus que pour leurs camarades de parents natifs (moins d'un semestre). Le bénéfice est moindre pour les deux aux Pays-Bas et hors l'Europe.

Graphique 7.7. Taux de fréquentation des services d'éducation et d'accueil des jeunes enfants selon l'origine des parents ou tuteurs

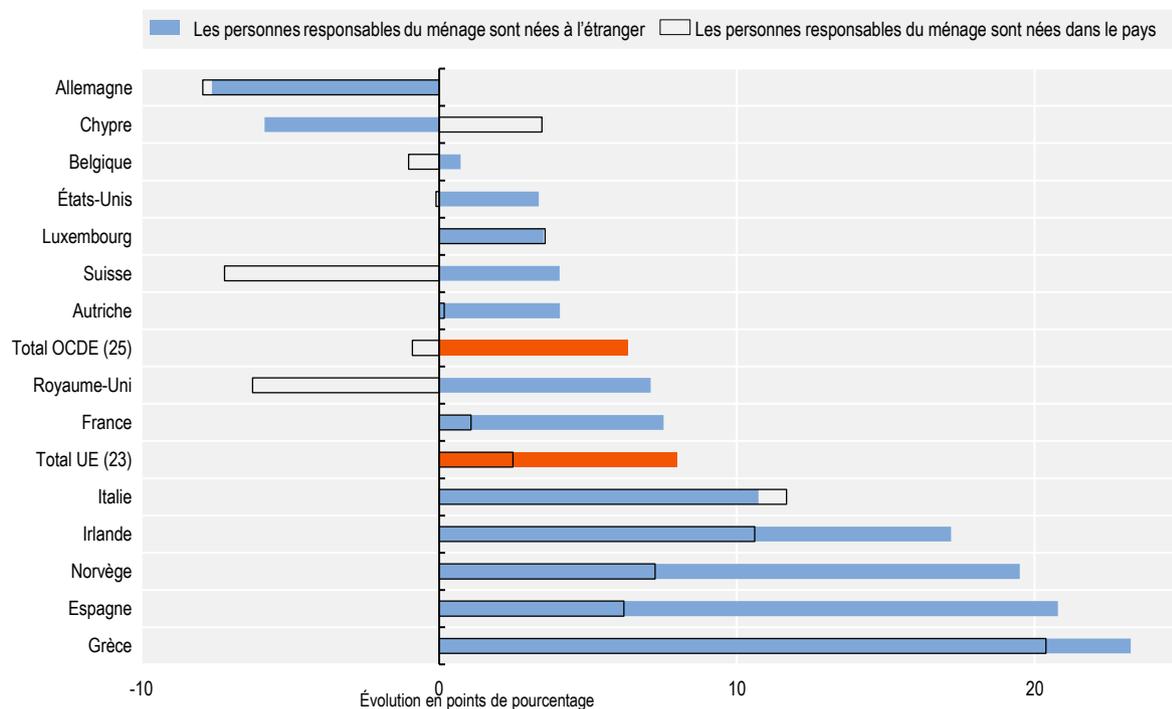
2-5 ans, 2020



StatLink  <https://stat.link/49ylts>

Graphique 7.8. Évolution du taux de fréquentation des services d'éducation et d'accueil des jeunes enfants

2-5 ans, entre 2010 et 2020



StatLink  <https://stat.link/8pwdag>

Les notes et les sources sont consultables dans leurs StatLinks respectifs.

7.5. Concentration dans les établissements scolaires d'élèves de parents nés à l'étranger

Contexte

La forte concentration dans les établissements scolaires d'élèves d'origine étrangère peut avoir un impact négatif sur les progrès d'apprentissage de ces élèves si elle s'accompagne d'une concentration de handicaps socioéconomiques.

La présente section examine la part des élèves nés à l'étranger ou dont au moins l'un des parents est né à l'étranger qui fréquentent des établissements scolaires situés dans le quartile supérieur en termes de concentration d'élèves de parents nés à l'étranger.

Dans l'UE et l'OCDE, plus de la moitié des élèves de 15 ans dont un parent au moins est né à l'étranger fréquentent des établissements scolaires situés dans le quartile supérieur en termes de proportion d'élèves de parents nés à l'étranger. Cette concentration est particulièrement élevée dans les pays comptant une faible population immigrée. En Türkiye et dans la plupart des pays de l'OCDE en Europe centrale, en Amérique latine et en Asie, au moins 60 % des enfants d'immigrés fréquentent des établissements scolaires à forte concentration d'élèves d'origine étrangère. Cette proportion dépasse 70 % au Japon, en Pologne et en Corée. La concentration des enfants d'immigrés dans les mêmes établissements scolaires est beaucoup moins forte dans les pays comptant une part élevée de personnes d'origine immigrée, comme dans les pays d'installation ou les pays d'immigration européens de longue date. Au Luxembourg, en Irlande, en Suisse et en Nouvelle-Zélande, moins de 40 % des élèves ayant des parents nés à l'étranger fréquentent des établissements scolaires à forte concentration d'enfants de parents nés à l'étranger. Toutefois, la concentration reste supérieure à la moyenne de l'OCDE au Royaume-Uni, aux États-Unis et dans les pays baltes.

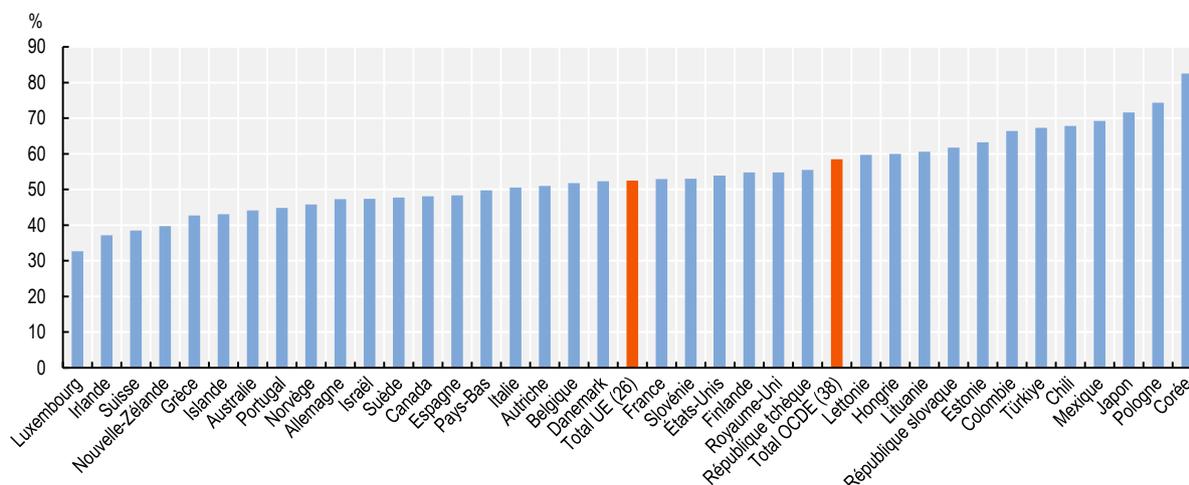
À l'exception des pays baltes (hors Estonie), du Mexique et d'Israël, la part des élèves dont au moins un parent est né à l'étranger a augmenté dans l'OCDE et dans l'UE entre 2009 et 2018. Dans de nombreux pays, la hausse a été presque deux fois plus marquée dans les établissements à forte concentration d'élèves d'origine étrangère que dans les autres. Globalement, les plus fortes augmentations sont observées au Royaume-Uni, en Italie et dans les pays nordiques. En effet, dans la plupart des pays, la concentration des enfants de parents nés à l'étranger dans les établissements scolaires était plus forte en 2018 qu'en 2009 ; cela n'a cependant pas été le cas dans les pays où les populations d'origine étrangère sont plus dispersées, comme au Luxembourg et en Nouvelle-Zélande. Cette concentration a en réalité diminué ces dix dernières années en Grèce et n'a pas augmenté de manière significative aux Pays-Bas, en Suisse ou au Canada. Parmi les pays où la part des élèves dont les parents sont nés à l'étranger a diminué, c'est dans les établissements à très forte concentration d'élèves d'origine étrangère que la baisse a été la plus marquée, ce qui semble indiquer une diminution de la concentration de ces élèves dans les établissements scolaires.

Principaux résultats

- Dans l'OCDE et l'UE, plus de la moitié des élèves dont les parents sont nés à l'étranger fréquentent des établissements scolaires accueillant les plus fortes proportions d'enfants également d'origine étrangère. La concentration de ces enfants dans les établissements scolaires est en réalité plus forte dans les pays comptant une faible population immigrée.
- La concentration des élèves de parents nés à l'étranger s'est accentuée ces dix dernières années dans la plupart des pays, notamment au Royaume-Uni, en Italie et dans les pays nordiques.

Graphique 7.9. Concentration des enfants d'immigrés dans les établissements scolaires

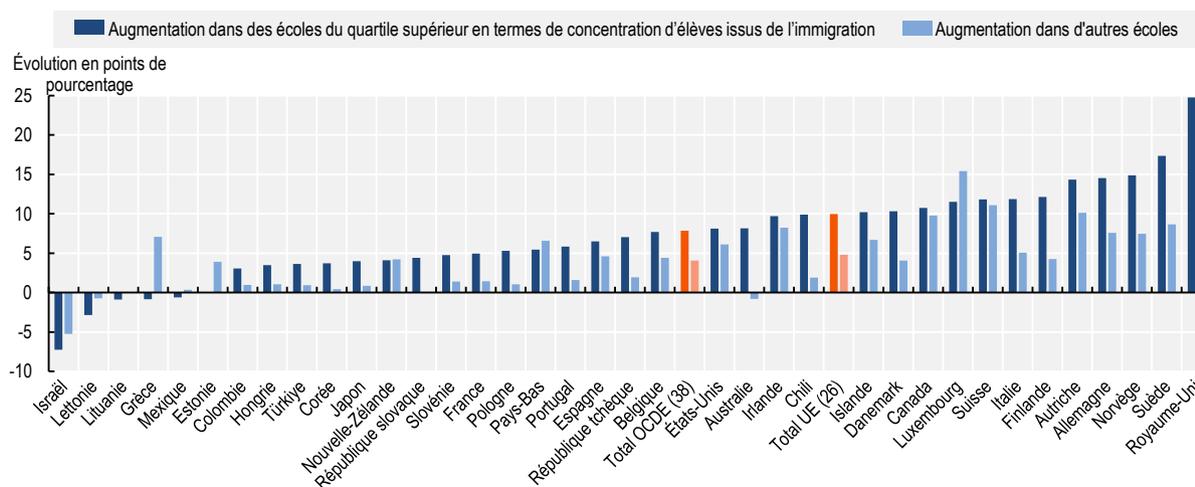
Élèves de 15 ans dont au moins un parent est né à l'étranger et qui fréquentent des établissements scolaires situés dans le quartile supérieur en termes de concentration d'enfants d'immigrés, 2018



StatLink  <https://stat.link/v62nwc>

Graphique 7.10. Évolution de la concentration des enfants d'immigrés dans les établissements scolaires

Élèves de 15 ans ayant au moins un parent né à l'étranger, entre 2009 et 2018



StatLink  <https://stat.link/5vf3n8>

Les notes et les sources sont consultables dans leurs StatLinks respectifs.

7.6. Compréhension de l'écrit

Contexte

Savoir lire et écrire est essentiel pour maximiser ses chances dans la vie.

Les résultats en compréhension de l'écrit dans la langue du pays de résidence sont tirés des tests PISA de l'OCDE réalisés à 15 ans. Un écart de 40 points équivaut à une année de scolarité environ.

Dans la quasi-totalité des pays d'Europe et d'Amérique latine, les descendants d'immigrés sont à la traîne par rapport aux descendants de parents nés dans le pays. Dans l'ensemble de l'UE, l'écart de résultats en compréhension de l'écrit atteint 34 points, soit près d'une année de scolarité, et dépasse une année par exemple dans tous les pays nordiques et les pays européens d'immigration de longue date (sauf au Royaume-Uni). Dans la plupart des pays non européens en dehors de l'Amérique latine, en revanche, les descendants d'immigrés obtiennent de meilleurs résultats que les descendants de parents nés dans le pays. En ce qui concerne les jeunes de 15 ans nés à l'étranger, ils accusent presque partout un retard par rapport aux deux groupes précédents.

Ces dix dernières années, les résultats en compréhension de l'écrit des descendants d'immigrés se sont améliorés dans les deux tiers des pays. Dans l'UE, ils ont progressé de 8 points, tandis que ceux des descendants de parents nés dans le pays ont été relativement stables dans l'UE comme dans l'OCDE. Aux États-Unis, en Nouvelle-Zélande et au Canada, par exemple, où les élèves descendants d'immigrés ont amélioré leurs résultats en compréhension de l'écrit d'au moins 13 points, ces derniers sont désormais plus performants que les descendants de parents nés dans le pays. Dans certains pays de l'UE, en revanche, leurs résultats baissent plus fortement que ceux de leurs pairs dont les parents sont nés dans le pays ; c'est le cas en Finlande, aux Pays-Bas et en Grèce, où le recul est de plus de 35 points.

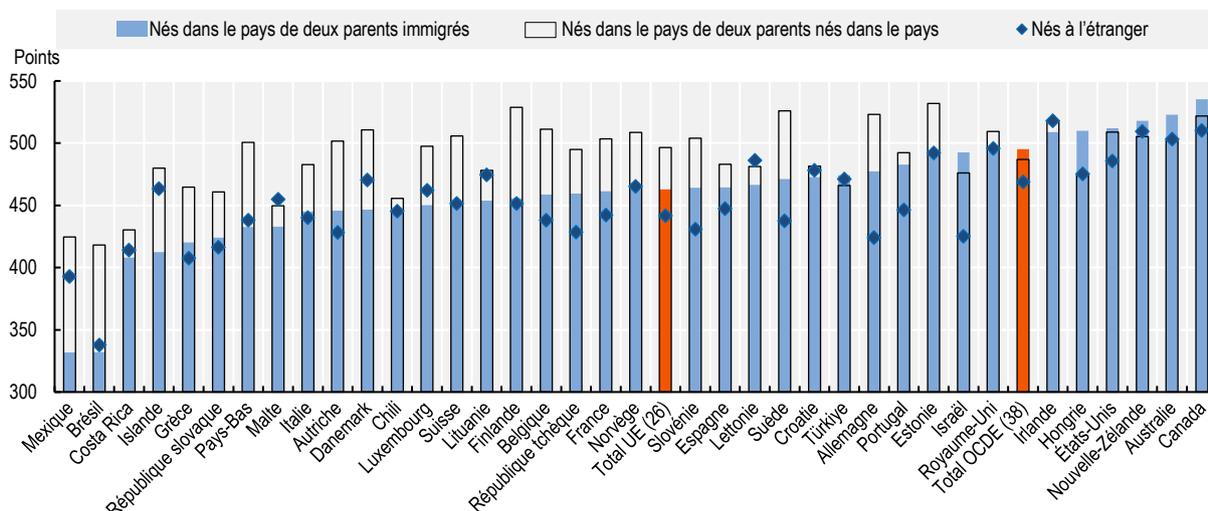
Le milieu socioéconomique souvent moins favorisé des familles immigrées est un obstacle dans l'acquisition par les enfants de la lecture et de l'écriture. Dans l'OCDE, les élèves considérés comme les plus défavorisés selon l'indice PISA de statut économique, social et culturel (SESC, qui se fonde sur la situation familiale) ont un retard de plus de deux ans de scolarité par rapport aux élèves privilégiés, quelle que soit l'origine des parents. Hors UE, les élèves défavorisés descendants d'immigrés ont de meilleurs résultats en compréhension de l'écrit que les élèves défavorisés de parents natifs. Dans l'UE et au Royaume-Uni, leurs résultats sont similaires. Dans les pays non européens et au Luxembourg, si les élèves favorisés descendants d'immigrés ont de meilleurs résultats que leurs pairs de parents natifs, ce n'est pas le cas en Europe, où les enfants d'immigrés restent à la traîne. Une fois neutralisés les effets du SESC, l'écart en compréhension de l'écrit entre les descendants d'immigrés et de natifs disparaît en Espagne et au Royaume-Uni et diminue de moitié dans l'UE, même s'il reste de 19 points (un semestre de scolarité). Les élèves descendants d'immigrés qui parlent une langue étrangère à la maison ont plus de mal en compréhension de l'écrit. Hors Europe, ils accusent un retard d'un semestre par rapport à ceux qui parlent la langue du pays d'accueil à la maison. Dans l'UE, ce retard va jusqu'à une année de scolarité.

Principaux résultats

- En Amérique latine et en Europe, les descendants de parents nés dans le pays obtiennent de meilleurs résultats en compréhension de l'écrit que les descendants d'immigrés. L'inverse est vrai dans la plupart des autres pays non européens.
- Les descendants d'immigrés ont amélioré leur compréhension de l'écrit dans l'OCDE et dans l'UE, tandis que les descendants de natifs affichent des résultats relativement stables.
- Après neutralisation des effets du statut socioéconomique, l'écart de résultats en compréhension de l'écrit entre les descendants d'immigrés et les descendants de parents nés dans le pays diminue de moitié dans l'UE, même s'il est encore d'un semestre, principalement parce que les élèves privilégiés dont les parents sont nés à l'étranger restent à la traîne derrière leurs pairs dont les parents sont nés dans le pays.

Graphique 7.11. Moyenne des résultats au test PISA en compréhension de l'écrit

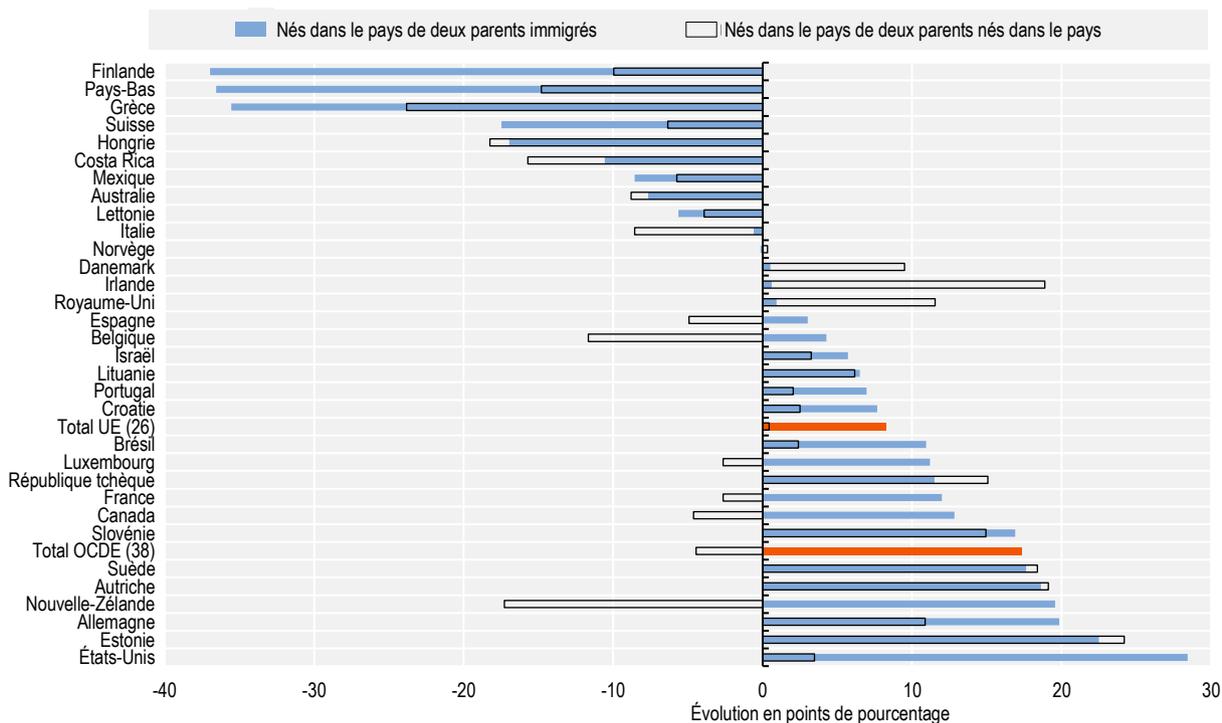
Élèves de 15 ans, 2018



StatLink  <https://stat.link/3da78r>

Graphique 7.12. Évolution des résultats moyens au test PISA en compréhension de l'écrit

Élèves de 15 ans, entre 2009 et 2018



StatLink  <https://stat.link/lmqpox>

Les notes et les sources sont consultables dans leurs StatLinks respectifs.

7.7. Élèves de 15 ans ne possédant pas les compétences de base en compréhension de l'écrit

Contexte

Les descendants d'immigrés ne possédant pas les compétences de base en compréhension de l'écrit ont du mal à s'insérer sur le marché du travail et à comprendre la société d'accueil.

Ces élèves (peu performants), à l'âge de 15 ans, obtiennent aux évaluations du PISA en compréhension de l'écrit des résultats qui ne dépassent pas le niveau 1 (soit 407 points). La part des élèves résilients correspond au pourcentage d'élèves les plus défavorisés selon l'indice PISA de statut économique, social et culturel (SESC, voir l'indicateur 7.6) dont les résultats en compréhension de l'écrit se situent dans le quartile supérieur des élèves.

Dans l'UE, 29 % des descendants d'immigrés ne possèdent pas les compétences de base en compréhension de l'écrit à 15 ans, une part plus élevée que chez les descendants de parents nés dans le pays (18 %), mais bien inférieure à celle des enfants immigrés (38 %). Dans les pays d'installation et en Türkiye, en revanche, les jeunes de 15 ans nés dans le pays de parents nés à l'étranger sont légèrement moins susceptibles d'obtenir de mauvais résultats scolaires que leurs pairs de parents natifs, ce qui va à rebours de tous les pays européens (sauf la Hongrie) et d'Amérique latine. Au Mexique et dans un tiers des pays européens, l'écart est supérieur à 15 points de pourcentage, notamment dans les pays nordiques et les pays d'immigration de longue date. Dans l'OCDE et l'UE, la part des élèves peu performants à l'école a légèrement diminué (d'environ 1 point de pourcentage) ces dix dernières années parmi les descendants d'immigrés, alors qu'elle a augmenté chez les élèves descendants de parents nés dans le pays.

Les élèves de 15 ans du quartile inférieur du SESC ont plus souvent les compétences de base en compréhension de l'écrit, même si certains ont des résultats du quartile supérieur. Dans l'UE, la part de descendants d'immigrés résilients est de 10 %, un peu moins que parmi les enfants de natifs. Hors Europe, au Royaume-Uni et en France, les enfants défavorisés de parents immigrés ont de meilleurs résultats que ceux de parents natifs. Ils sont à la traîne dans les autres pays européens, avec des écarts atteignant 10 points de pourcentage dans les pays nordiques, en Estonie et au Luxembourg. La part des descendants d'immigrés résilients a augmenté d'environ 4 points dans l'OCDE et dans l'UE ces dix dernières années.

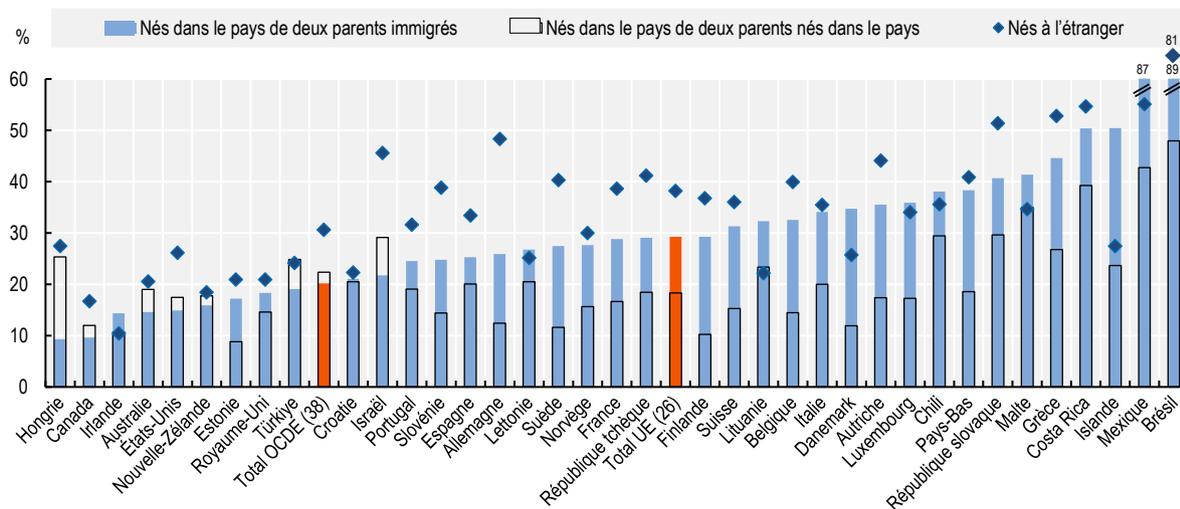
Outre leur SESC, le retard des enfants d'immigrés par rapport aux enfants de natifs est souvent dû au fait que nombre d'entre eux fréquentent des établissements en zones défavorisées (selon le SESC des établissements, c'est-à-dire le SESC moyen des élèves dans chaque établissement). Dans la plupart des pays, toutefois, l'écart en compréhension de l'écrit entre descendants d'immigrés et de natifs persiste dans les établissements scolaires, quel que soit le SESC. L'écart se comble en grande partie en Italie, au Costa Rica, en Espagne, en France et au Royaume-Uni, après prise en compte du SESC des écoles.

Principaux résultats

- Dans l'UE, 29 % des descendants d'immigrés n'ont pas les compétences de base en compréhension de l'écrit, contre 38 % des élèves immigrés et 18 % des descendants de natifs. Les descendants d'immigrés sont également plus susceptibles d'obtenir de mauvais résultats en Amérique latine, mais moins susceptibles dans d'autres pays non européens.
- Dans la plupart des pays, la part des élèves très performants en compréhension de l'écrit parmi les élèves défavorisés est plus forte chez les descendants de natifs que chez les descendants d'immigrés. Ça n'est pas le cas dans les pays non européens, au Royaume-Uni et en France.
- L'écart en compréhension de l'écrit entre les élèves descendants d'immigrés et ceux dont les parents sont nés dans le pays persiste dans la plupart des pays après prise en compte de la situation socioéconomique des effectifs des établissements. L'écart se réduit toutefois en Italie, au Costa Rica, en Espagne, en France et au Royaume-Uni.

Graphique 7.13. Élèves peu performants en compréhension de l'écrit

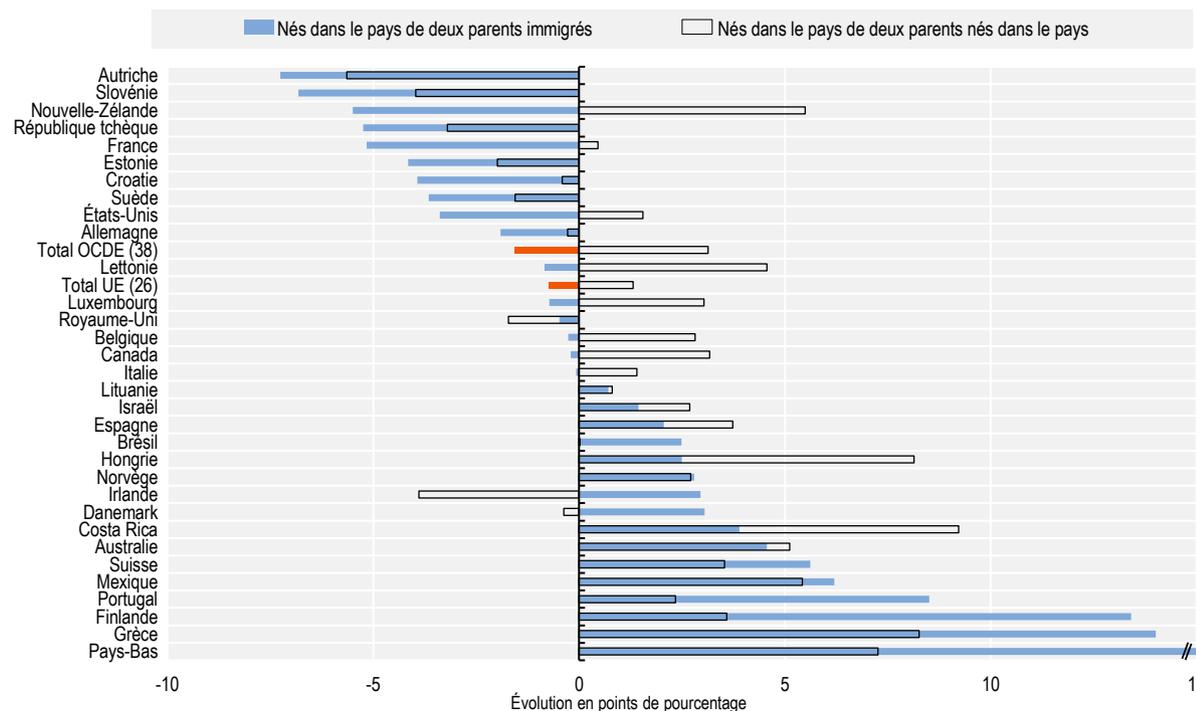
Élèves de 15 ans, 2018



StatLink <https://stat.link/eg8vqi>

Graphique 7.14. Évolution de la part des élèves peu performants en compréhension de l'écrit

Élèves de 15 ans, entre 2009 et 2018



StatLink <https://stat.link/hn1otu>

Les notes et les sources sont consultables dans leurs StatLinks respectifs.

7.8. Sentiment d'appartenance et bien-être à l'école

Contexte

Le fait que l'environnement scolaire ne soit pas accueillant peut nuire au bien-être des élèves de parents nés à l'étranger à l'école, ce qui compromet aussi leurs chances de réussite dans le système éducatif, un élément essentiel de leur intégration.

On estime le bien-être à l'école en examinant la part des élèves qui ne s'y sentent ni à l'aise ni à leur place et la part de ceux qui sont victimes de harcèlement, c'est-à-dire qui déclarent au moins « plusieurs fois par mois » que d'autres élèves les ont « volontairement laissés de côté », « se sont moqués d'[eux] », les ont « menacés », « ont pris ou détruit des objets qui [leur] appartenaient », les ont « frappés ou poussés » ou « ont répandu des rumeurs malveillantes à [leur] sujet ».

Dans l'OCDE et l'UE, les élèves descendants d'immigrés sont aussi susceptibles (22 %) que les descendants de parents nés dans le pays de subir du harcèlement à l'école. Les descendants d'immigrés déclarent toutefois en être plus souvent la cible que les descendants de parents nés dans le pays dans plus des deux tiers des pays européens, leur part étant supérieure à 30 % dans la plupart des pays d'Europe centrale et des pays baltes, ainsi qu'en Italie et en Türkiye. En revanche, par exemple dans les pays d'Océanie membres de l'OCDE, aux États-Unis et au Royaume-Uni, les élèves dont les parents sont nés dans le pays sont plus susceptibles de se sentir victimes de harcèlement. Dans la grande majorité des pays, les élèves nés à l'étranger sont plus susceptibles de faire état de harcèlement à l'école que les élèves nés dans le pays, quelle que soit l'origine des parents (27 % dans l'OCDE et l'UE). Au Portugal et en Allemagne, les taux sont presque deux fois plus élevés pour les enfants nés à l'étranger que pour ceux qui sont nés dans le pays.

On observe des tendances similaires s'agissant des parts des élèves qui déclarent ne pas se sentir à l'aise ou à leur place à l'école. Le sentiment de ne pas être à sa place à l'école est généralement plus répandu chez les descendants d'immigrés que chez ceux de parents natifs dans deux tiers des pays, notamment en Türkiye, au Mexique et en Europe du Sud. C'est l'inverse dans certains pays d'installation et d'Europe centrale notamment. Là encore, dans la quasi-totalité des pays, les élèves immigrés arrivés enfants ne se sentent pas à l'aise ou à leur place à l'école plus souvent que les descendants d'immigrés et de natifs.

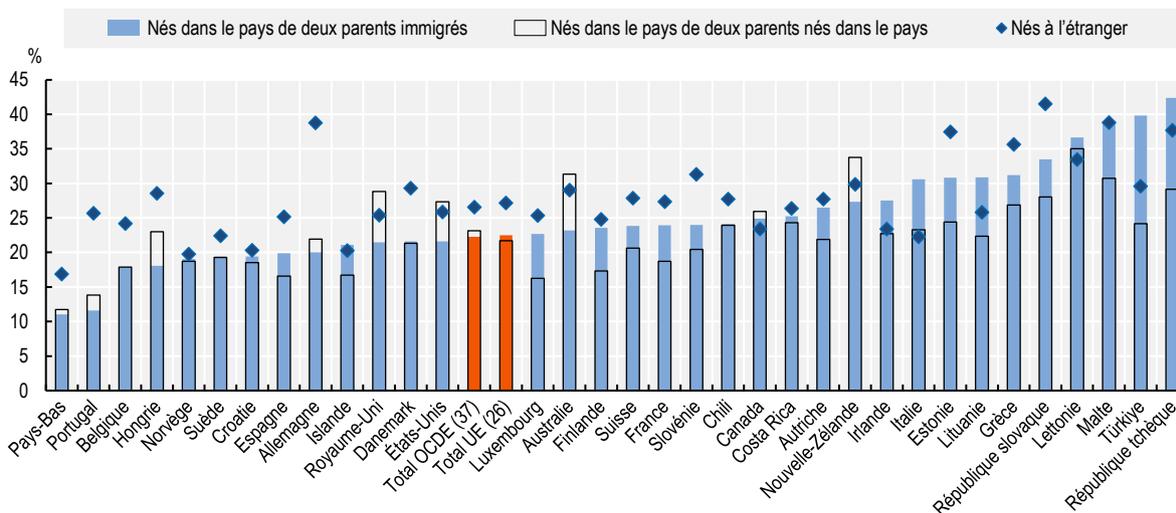
Le SESC moyen des effectifs d'un établissement (voir l'indicateur 7.7) influence le bien-être des élèves. Dans les établissements scolaires situés dans des zones défavorisées, où les enfants d'immigrés sont surreprésentés en Europe, le harcèlement est généralement répandu parmi les élèves. Dans plus des deux tiers des pays, pourtant, les enfants de parents nés dans le pays sont plus susceptibles d'en faire l'objet dans ces établissements. Le harcèlement diminue dans la plupart des pays à mesure que le SESC augmente. Si les enfants d'immigrés dans la plupart des pays font moins l'objet de harcèlement dans les établissements défavorisés que ceux de parents nés dans le pays, c'est l'inverse dans les écoles privilégiées, par exemple dans la plupart des pays européens d'immigration de longue date où les immigrés viennent majoritairement de pays tiers, en Italie, au Costa Rica, en Norvège et aux États-Unis.

Principaux résultats

- Dans la plupart des pays européens, les descendants d'immigrés font état d'un sentiment d'appartenance moins fort et d'un niveau de bien-être plus faible à l'école que les descendants de parents nés dans le pays. L'inverse est toutefois vrai dans les pays d'installation.
- Les descendants d'immigrés sont moins exposés aux brimades que les descendants de parents nés dans le pays dans les établissements scolaires situés dans des zones défavorisées, mais ils y sont plus exposés dans les établissements socioéconomiquement favorisés.

Graphique 7.15. Élèves victimes de harcèlement

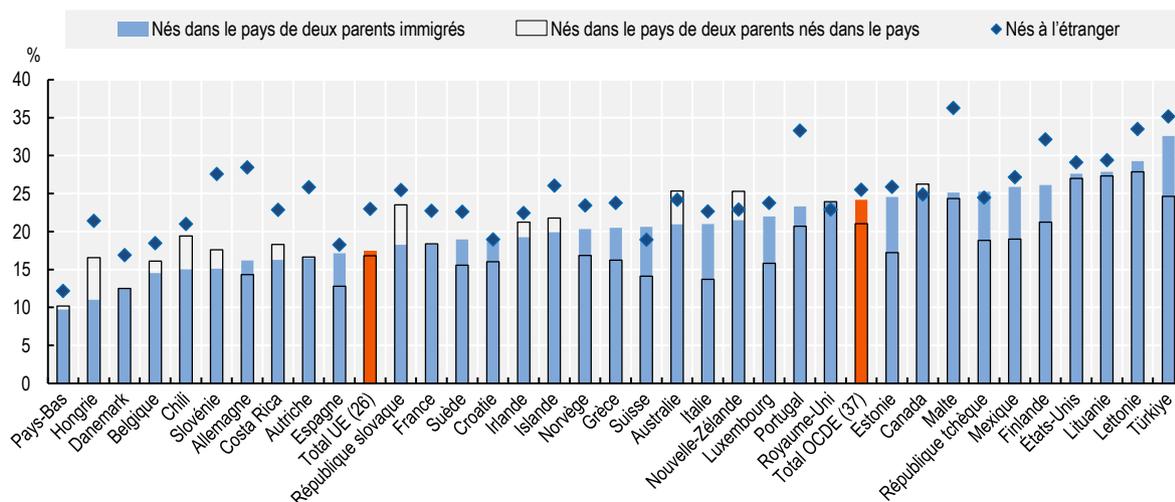
Élèves de 15 ans, 2018



StatLink <https://stat.link/ko7u2m>

Graphique 7.16. Élèves ne se sentant ni à l'aise ni à leur place à l'école

Élèves de 15 ans, 2018



StatLink <https://stat.link/bjudnk>

Les notes et les sources sont consultables dans leurs StatLinks respectifs.

7.9. Perception des enjeux mondiaux et interculturels à l'école

Contexte

Accepter les personnes venant d'autres cultures et les respecter sont deux principes essentiels à la cohésion sociale et à l'avènement de sociétés plus inclusives.

Cette section examine la part des élèves qui pensent que les immigrés doivent être traités comme des membres à part entière de la société. Il s'appuie aussi sur le respect autodéclaré des élèves vis-à-vis des personnes d'autres cultures, leur capacité à surmonter les difficultés d'interaction avec elles, et les attitudes des enseignants jugées discriminatoires, définies par au moins l'une des formes suivantes : idées fausses, déclarations négatives, reproches, attentes plus faibles.

Dans l'UE, la moitié des élèves nés dans le pays de parents nés dans le pays s'accordent à dire que les immigrés doivent être traités comme des membres à part entière de la société. En conséquence, dans l'UE et dans l'OCDE, environ 60 % des enfants, quelle que soit l'origine des parents, estiment pouvoir surmonter les difficultés d'interaction avec des personnes de différentes cultures. Dans tous les pays, au moins 65 % des élèves, quelle que soit l'origine des parents, déclarent également traiter avec respect les personnes d'autres cultures. Parmi les élèves descendants de parents nés dans le pays, la part est plus faible dans de nombreux pays d'Europe centrale, en Italie, en Autriche et en Türkiye. Elle est en revanche la plus élevée dans les pays de l'OCDE non-membres de l'UE, en Espagne, en Irlande et au Portugal. Dans la plupart des pays, on observe une forte convergence de points de vue entre les descendants de parents nés dans le pays et les descendants d'immigrés s'agissant de traiter avec respect les personnes d'autres cultures et de surmonter les difficultés d'interaction avec elles. S'agissant de l'égalité de traitement des immigrés, les opinions sont en revanche beaucoup plus dissemblables entre les deux groupes. Les descendants d'immigrés sont en effet plus susceptibles d'être favorables à cette idée que les descendants de parents nés dans le pays, de plus de 10 points de pourcentage dans l'OCDE comme dans l'UE.

Dans l'UE et l'OCDE, le respect autodéclaré à l'égard des personnes d'autres cultures, quelle que soit l'origine des parents, est plus fréquent d'au moins 8 points de pourcentage chez les filles que les garçons. En outre, dans l'UE comme dans l'OCDE, les élèves dont les parents sont nés dans le pays et qui sont les plus aisés d'après le SESC du PISA (voir indicateur 7.6) déclarent plus respecter les personnes d'autres cultures d'environ 10 points de pourcentage que leurs homologues les plus défavorisés. Concernant les élèves de parents immigrés, l'écart est légèrement plus faible, mais s'élève tout de même à 6 points.

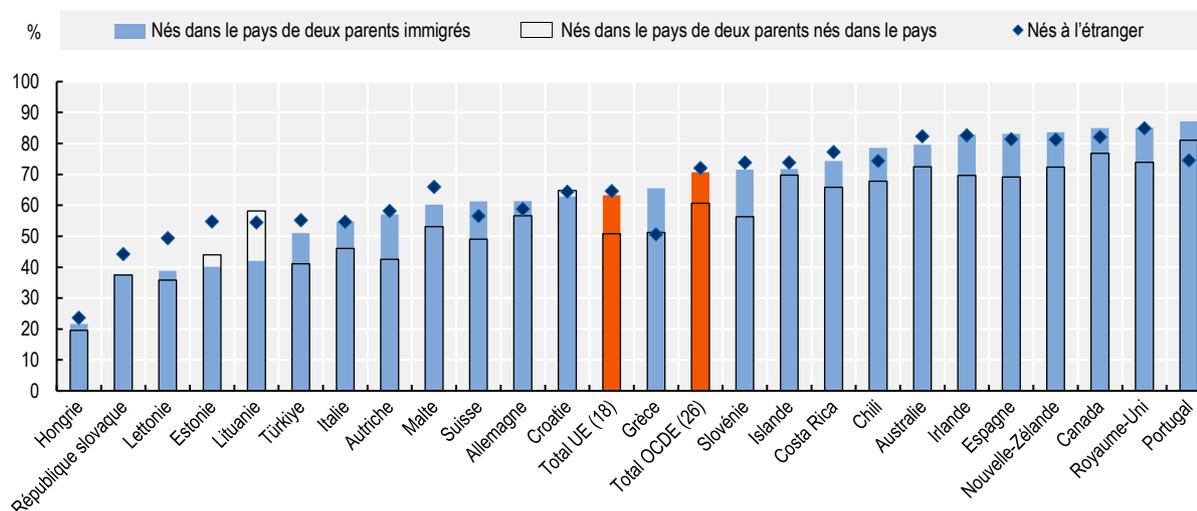
À l'échelle de l'UE et de l'OCDE, un tiers des descendants d'immigrés pensent que « la plupart » de leurs enseignants ont des attitudes discriminatoires à l'égard des groupes d'autres cultures, contre un quart des descendants de parents nés dans le pays. C'est en Türkiye, en Grèce et en Lituanie que la part des premiers est la plus élevée (plus de deux élèves sur cinq), tandis qu'elle est la plus faible dans les pays non européens, au Portugal, en Hongrie et au Royaume-Uni. Les enfants d'immigrés ont une perception plus aiguë des attitudes discriminatoires de leurs enseignants dans les établissements scolaires où la part d'élèves nés à l'étranger est plus importante. L'attitude la plus souvent citée dans ce contexte est le fait que les enseignants ont des attentes scolaires plus faibles pour les élèves d'autres cultures.

Principaux résultats

- Dans la plupart des pays, il y a une forte convergence de points de vue entre descendants de parents natifs et d'immigrés. Dans tous les pays, plus de 60 % des deux groupes pensent traiter les personnes d'autres cultures avec respect et surmonter les difficultés d'interaction avec elles.
- À l'échelle de l'UE et de l'OCDE, un tiers des descendants d'immigrés pensent que la plupart de leurs enseignants ont des attitudes discriminatoires à l'égard de groupes d'autres cultures, notamment que leurs attentes sur le plan scolaire sont plus faibles.

Graphique 7.17. Élèves qui s'accordent à dire que les immigrants doivent être traités comme des membres à part entière de la société

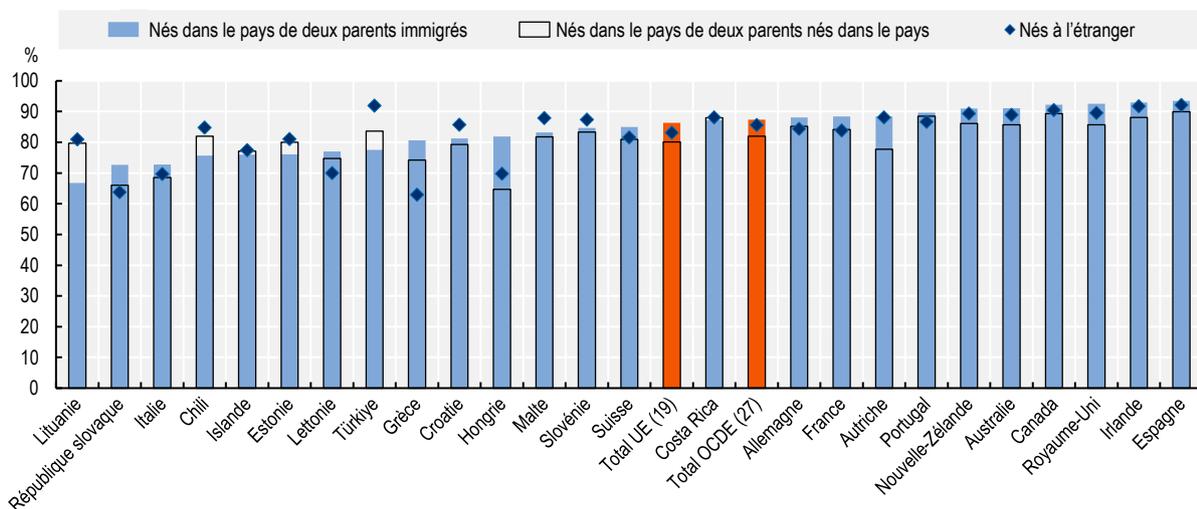
Élèves de 15 ans, 2018



StatLink  <https://stat.link/nm9b28>

Graphique 7.18. Élèves qui déclarent traiter les gens avec respect, quelle que soit leur culture

Élèves de 15 ans, 2018



StatLink  <https://stat.link/djtfcz>

Les notes et les sources sont consultables dans leurs StatLinks respectifs.

7.10. Niveau d'éducation des jeunes adultes

Contexte

Contrairement aux personnes nées à l'étranger qui ont immigré à l'âge adulte, pour lesquelles le niveau scolaire est un indicateur contextuel, le niveau d'études des jeunes dont les parents sont nés à l'étranger et qui sont arrivés enfants ou qui sont nés dans le pays de résidence montre que le système éducatif parvient à doter les enfants d'immigrés des niveaux de formation requis pour réussir sur le marché du travail et dans la société dans son ensemble.

La Classification internationale type de l'éducation (CITE) distingue trois niveaux d'études : i) faible, scolarité n'ayant pas été au-delà du premier cycle de l'enseignement secondaire (niveaux 0-2 de la CITE) ; ii) intermédiaire, deuxième cycle de l'enseignement secondaire et enseignement post-secondaire non supérieur (niveaux 3-4 de la CITE) ; et iii) élevé, enseignement supérieur (niveaux 5-8 de la CITE). Dans cette section, les jeunes correspondent à la tranche d'âge des 25-34 ans.

Dans l'UE, les jeunes adultes de 25-34 ans qui sont nés dans le pays de parents nés à l'étranger sont moins susceptibles que leurs pairs dont les parents sont nés dans le pays (32 % contre 40 %) d'avoir un niveau d'études élevé, et plus susceptibles (21 % contre 14 %) d'avoir un faible niveau d'études. Dans l'ensemble, dans les pays qui se caractérisent par une population immigrée peu instruite, les jeunes descendants d'immigrés affichent généralement aussi un niveau d'études plus faible que les descendants de parents nés dans le pays. Les écarts les plus marqués sont observés dans les pays européens de destination de longue date (sauf en France) et dans les pays nordiques. Dans l'UE, s'agissant des jeunes nés dans le pays de parents non originaires de l'UE, les écarts sont encore plus profonds. En revanche, dans les pays hors UE, les jeunes descendants d'immigrés sont plus susceptibles d'être très instruits que les descendants de parents nés dans le pays. Les écarts sont les plus marqués au Royaume-Uni, au Canada et en Australie, bien qu'ils soient moins profonds dans ces pays que les disparités entre les adultes très instruits nés à l'étranger et nés dans le pays. Aux États-Unis, les enfants d'immigrés et de parents nés dans le pays affichent un niveau d'études similaire, tandis que les adultes immigrés sont moins susceptibles d'avoir un niveau d'études élevé que les adultes nés dans le pays.

Ces dix dernières années, la part des jeunes très instruits a augmenté d'environ 8 points dans l'UE et l'OCDE parmi les immigrés arrivés enfants, et d'environ 4 points parmi les jeunes descendants d'immigrés. L'évolution positive chez ces derniers est particulièrement prononcée en Australie (+20 points de pourcentage) et au Danemark (+27 points). Les deux seuls pays à avoir enregistré une diminution de la part des personnes très instruites parmi les jeunes descendants d'immigrés sont le Canada et la Finlande.

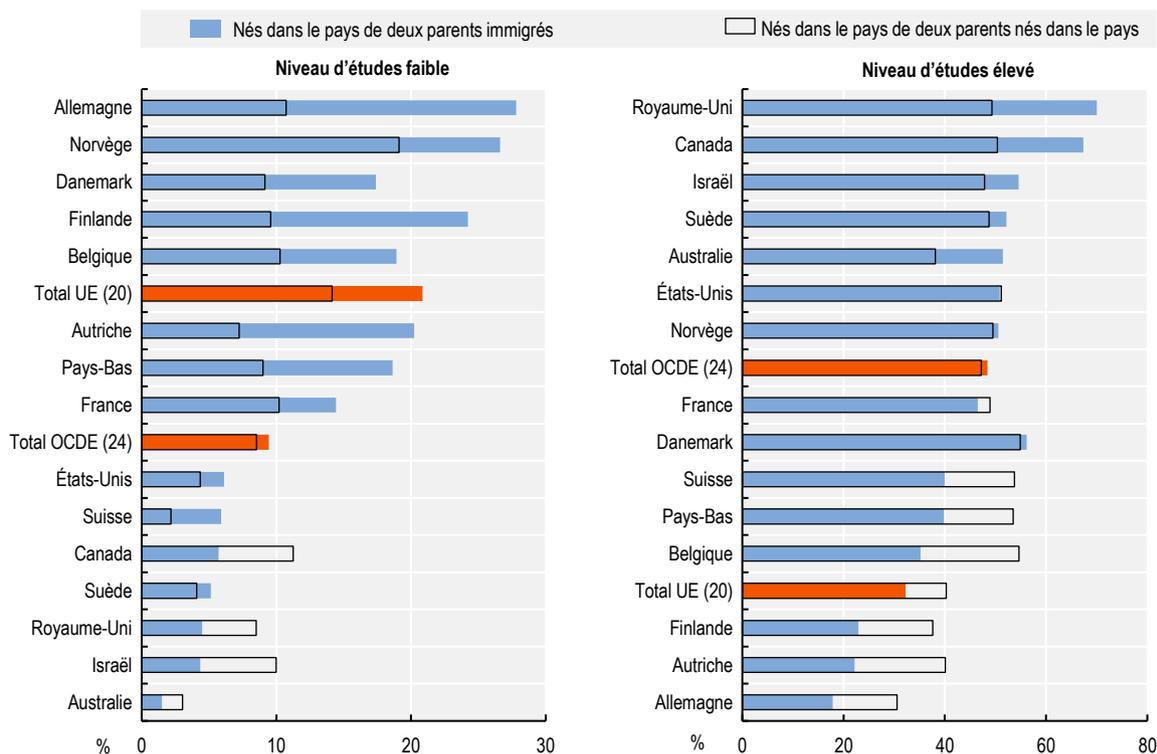
Les femmes, quelle que soit l'origine des parents, sont plus susceptibles que les hommes d'avoir un niveau d'études élevé dans tous les pays. L'unique exception est le Royaume-Uni, où les descendantes d'immigrés accusent un léger retard par rapport à leurs homologues masculins. Dans l'ensemble, les différences en termes de niveau d'études sont moins prononcées entre les hommes et les femmes dont les parents sont nés à l'étranger, surtout dans les pays nordiques et les pays d'installation.

Principaux résultats

- Dans l'UE, les descendants d'immigrés ont moins souvent un niveau d'études élevé que les descendants de parents natifs (32 % contre 40 %). L'inverse est vrai dans les pays hors UE.
- La part des jeunes natifs très instruits nés de parents immigrés ou qui ont immigré étant enfants a augmenté ces dix dernières années dans tous les pays, sauf au Canada et en Finlande.
- Dans tous les pays de l'UE et de l'OCDE, les jeunes femmes, quelle que soit l'origine des parents, sont plus susceptibles que les hommes d'avoir un niveau d'études élevé, mais les différences de niveau d'études sont généralement moins prononcées entre les hommes et les femmes dont les parents sont nés à l'étranger.

Graphique 7.19. Niveau d'éducation faible ou élevé, selon l'origine des parents

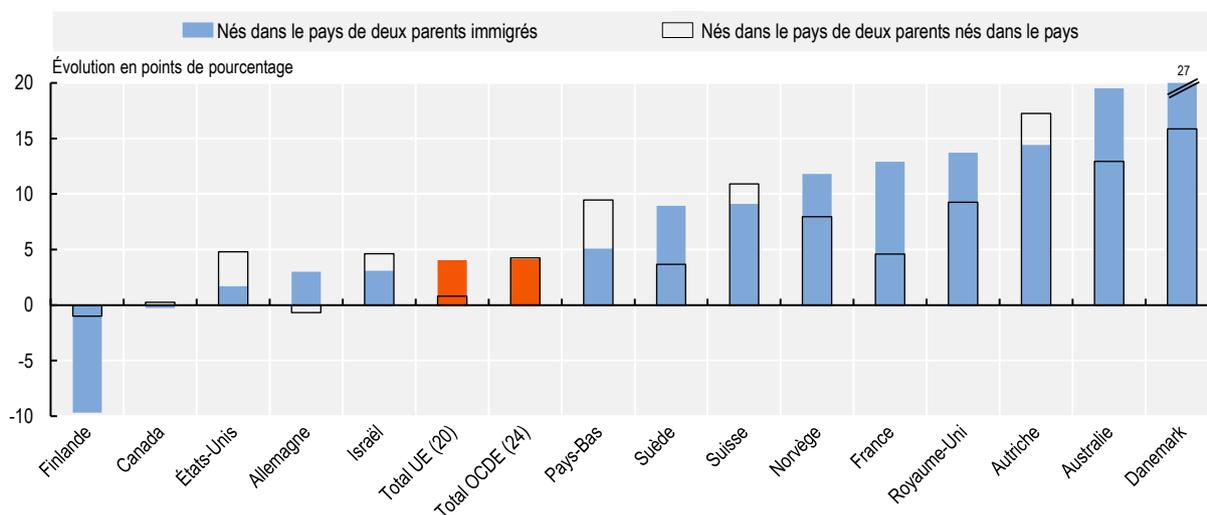
25-34 ans non scolarisés, 2020



StatLink <https://stat.link/0hnm8>

Graphique 7.20. Évolution de la part des jeunes au niveau d'éducation élevé, selon l'origine des parents

25-34 ans non scolarisés, entre 2012 et 2020



StatLink <https://stat.link/axrk0f>

Les notes et les sources sont consultables dans leurs StatLinks respectifs.

7.11. Décrochage scolaire

Contexte

Les jeunes quittant prématurément l'école ne possèdent pas les diplômes nécessaires pour réussir leur insertion professionnelle et restent longtemps défavorisés sur les plans social et économique.

Le taux de décrochage scolaire correspond à la part des jeunes qui quittent prématurément l'école, c'est-à-dire les 15-24 ans sans emploi et sortis du système éducatif, et dont la scolarité n'est pas allée plus loin que le premier cycle du secondaire.

Le taux de décrochage des descendants d'immigrés est de 11 % dans l'UE, contre 8 % parmi les descendants de parents nés dans le pays, ce qui fait qu'ils quittent plus souvent l'école prématurément dans la plupart des pays de l'UE. En revanche, aux États-Unis et au Royaume-Uni par exemple, ils décrochent autant que les descendants de natifs, et environ moitié moins seulement dans les pays d'installation. C'est dans les pays germanophones, en Italie, au Portugal, au Danemark et en Finlande que l'écart entre descendants d'immigrés et descendants de natifs est le plus marqué, à au moins 4 points de pourcentage. Au Japon, la part de enfants d'immigrés âgés de 15 à 18 ans en rupture scolaire (8 %) est 5 fois supérieure à celle des élèves de parents nés dans le pays. Le risque d'abandon de scolarité est généralement encore plus élevé parmi les immigrés arrivés enfants. Dans l'UE, leur taux de décrochage est de 17 %, soit 9 points de pourcentage de plus que parmi les descendants de parents nés dans le pays.

Le risque de décrochage est plus grand chez les élèves de milieu socioéconomique modeste, surreprésentés dans de nombreux pays européens. Dans tous les pays européens, sauf aux Pays-Bas, les jeunes descendants d'immigrés de pays tiers, généralement plus défavorisés, abandonnent plus leurs études. L'écart entre ces derniers et les descendants de parents nés dans le pays est en moyenne de 4 points de pourcentage. Quitter prématurément l'école est aussi plus fréquent chez les jeunes hommes que chez les jeunes femmes, quelle que soit l'origine des parents. Si, aux États-Unis, l'écart entre femmes et hommes est analogue chez les descendants d'immigrés et de natifs, dans l'UE le taux de décrochage est plus élevé chez les hommes que chez les femmes, de 6 points de pourcentage parmi les descendants d'immigrés et de 4 points parmi ceux de parents nés dans le pays. S'il n'y a pas de données sur les raisons d'abandon des études pour les jeunes descendants d'immigrés, l'enquête de l'UE de 2016 sur les forces de travail contient des informations sur les décrocheurs immigrés arrivés enfants. Dans l'UE, 31 % d'entre eux ont abandonné leurs études parce qu'elles ne répondaient pas à leurs besoins ni à leurs centres d'intérêt (surtout en France), 19 % parce qu'ils souhaitaient commencer à travailler (surtout en Espagne), 13 % parce que le niveau était trop difficile et 11 % pour des raisons familiales. Le coût des études n'est pas un motif significatif. Les jeunes immigrés abandonnent moins leurs études pour des raisons de santé ou de niveau de difficulté que les jeunes nés dans le pays, mais plus en raison de l'inadéquation des études avec leurs besoins ou leurs centres d'intérêt.

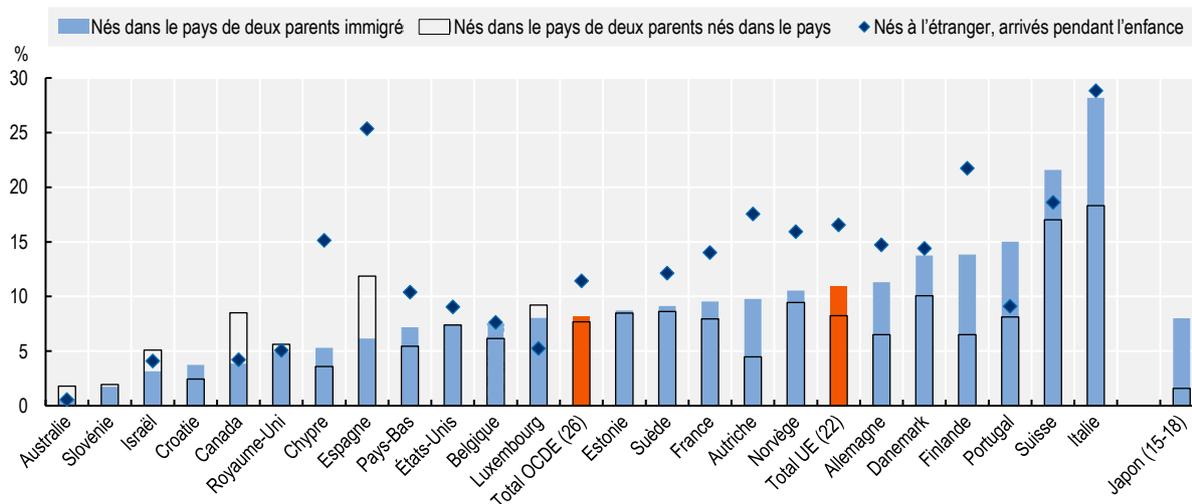
Dans l'UE, depuis 8 ans, le taux de décrochage des descendants d'immigrés a reculé de 3 points environ, quel que soit l'origine des parents. L'écart avec les descendants de natifs s'est réduit dans la moitié des pays de l'UE et de l'OCDE, en particulier en France et en Autriche, mais s'est creusé au Royaume-Uni.

Principaux résultats

- Dans l'UE, le taux de décrochage scolaire des descendants d'immigrés s'établit à 11 %, soit un taux supérieur à celui des descendants de parents nés dans le pays dans la plupart des pays européens et au Japon, mais pas ailleurs.
- Le taux d'abandon est plus élevé chez les garçons, d'autant plus chez les descendants d'immigrés. Dans l'UE, les immigrés arrivés enfants qui décrochent le font principalement par manque d'intérêt pour leurs études et parce qu'ils souhaitent commencer à travailler.
- Le taux d'abandon a diminué ces huit dernières années dans la plupart des pays.

Graphique 7.21. Taux de décrochage scolaire

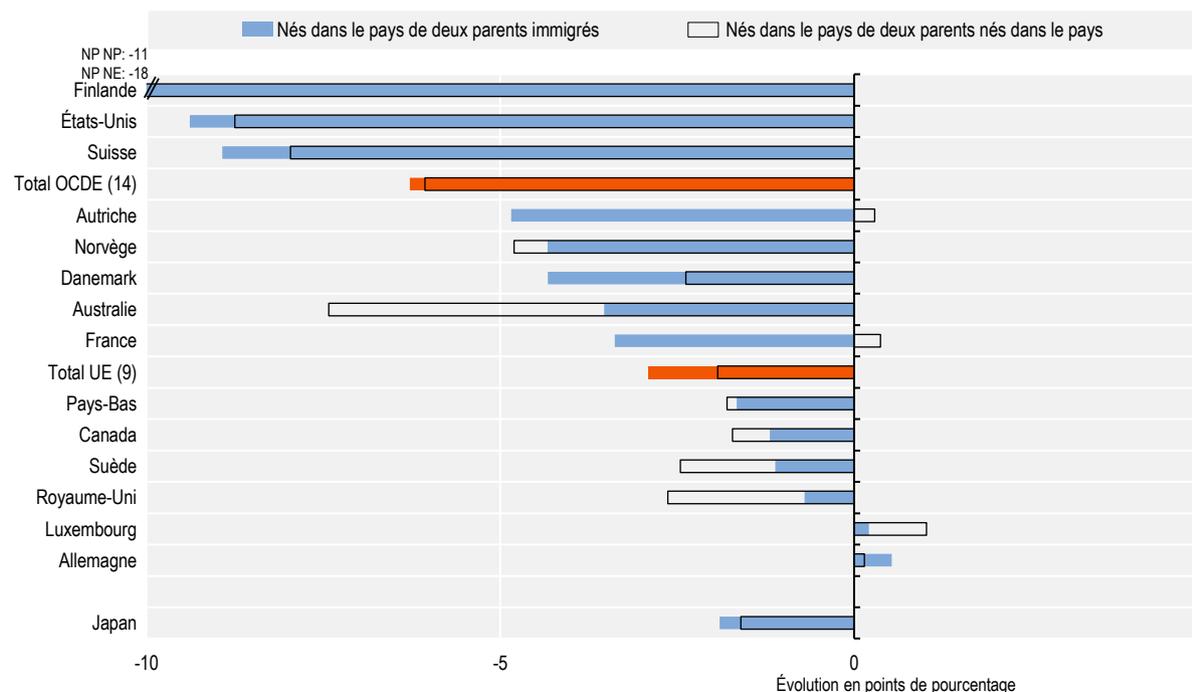
15-24 ans, 2020



StatLink <https://stat.link/zsi3kc>

Graphique 7.22. Évolution du taux de décrochage scolaire

15-24 ans, entre 2012 et 2020



StatLink <https://stat.link/s0z2dt>

Les notes et les sources sont consultables dans leurs StatLinks respectifs.

7.12. Jeunes ni en emploi, ni scolarisés, ni en formation (NEET)

Contexte

Le passage de l'école à la vie active peut s'avérer particulièrement difficile pour les jeunes de parents nés à l'étranger, le plus souvent en raison d'un réseau de relations insuffisant et d'une méconnaissance du marché du travail local, mais aussi parce qu'ils se heurtent à la discrimination. Le risque est donc plus grand pour eux de se retrouver ni en emploi, ni scolarisé, ni en formation (NEET), ce qui peut avoir des conséquences négatives durables pour leur parcours professionnel.

Cet indicateur montre la proportion de jeunes adultes qui se trouvent dans cette situation.

Dans l'OCDE comme dans l'UE, environ 17 % des jeunes descendants d'immigrés ne sont ni en emploi, ni scolarisé, ni en formation (NEET). Dans la plupart des pays, ces jeunes sont plus susceptibles de se retrouver dans cette situation que les descendants de parents nés dans le pays, et cet écart atteint 10 points de pourcentage en France et en Belgique. À l'inverse, le taux de jeunes NEET est analogue dans les deux groupes aux États-Unis et au Royaume-Uni par exemple, et légèrement inférieur parmi les descendants d'immigrés dans les pays d'installation. En revanche, à l'exception des pays d'Europe du Sud et de la Hongrie, les descendants d'immigrés sont plus susceptibles que les descendants de parents nés dans le pays d'être NEET dans tous les pays de l'UE. Les immigrés qui sont arrivés enfants sont confrontés aux mêmes problèmes que les descendants d'immigrés. Le taux de jeunes NEET est globalement similaire dans les deux groupes dans les deux tiers environ des pays pour lesquels on dispose de données.

Malgré l'augmentation généralisée observée au plus fort de la pandémie de COVID-19, le taux de jeunes ni en emploi, ni scolarisé, ni en formation a reculé de 3 points de pourcentage parmi les descendants d'immigrés entre 2012 et 2020, dans l'OCDE comme dans l'UE. Il a diminué de la même manière aux États-Unis, tandis que sur la même période il a augmenté en Suisse et au Luxembourg.

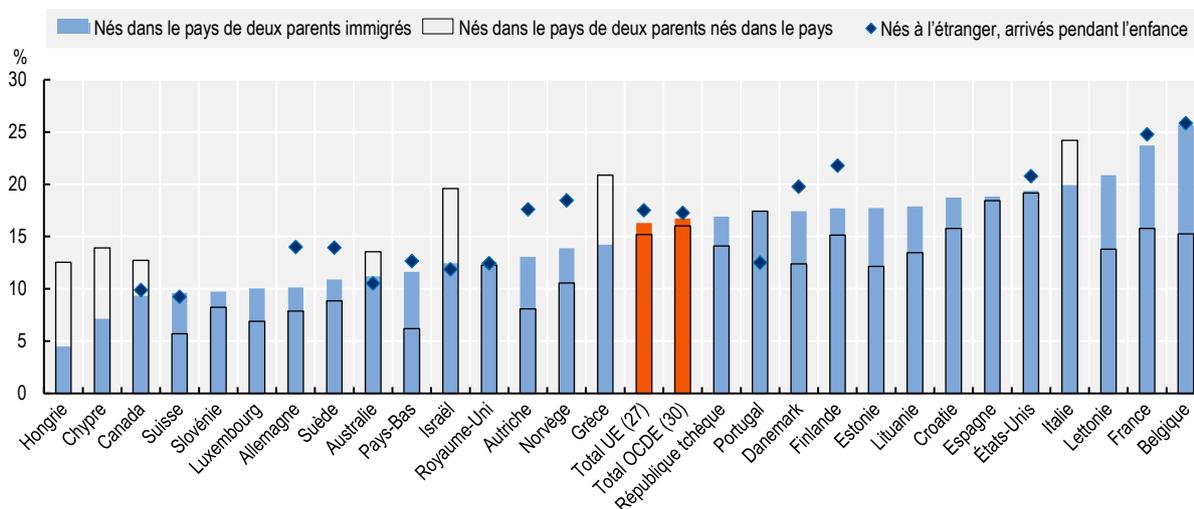
Certaines catégories de la population sont plus susceptibles que d'autres de se retrouver ni en emploi ni scolarisé, ni en formation. Les jeunes femmes sont plus exposées à ce risque que les jeunes hommes dans l'UE et l'OCDE, quel que soit le pays d'origine des parents. Dans tous les pays où le taux global de jeunes NEET est plus élevé chez les descendants d'immigrés, les femmes et les hommes sont plus susceptibles de se retrouver dans cette situation que leurs pairs dont les parents sont nés dans le pays. Les jeunes peu instruits sont également une source de préoccupation. En Australie, au Canada, au Royaume-Uni et dans beaucoup de pays de l'UE, le taux de jeunes NEET parmi les jeunes ayant un faible niveau d'études est au moins deux fois supérieur à celui observé parmi les jeunes ayant un niveau d'éducation élevé, et les descendants d'immigrés sont surreprésentés dans le premier groupe en Europe. Toutefois, dans tous les pays sauf en Grèce, en Suisse et en Israël, même parmi les jeunes très instruits, les descendants d'immigrés sont plus susceptibles de se retrouver dans cette situation que les descendants de parents nés dans le pays.

Principaux résultats

- Dans l'OCDE et l'UE, un descendant d'immigrés sur six n'est ni en emploi, ni scolarisé, ni en formation (NEET). Ce taux est plus élevé que celui des descendants de parents nés dans le pays dans la plupart des pays de l'UE, bien que cela ne soit pas le cas partout en dehors de l'UE.
- Le taux de jeunes NEET a diminué ces dix dernières années, quelle que soit l'origine des parents.
- Le risque est plus élevé chez les jeunes femmes et les individus ayant un faible niveau d'études. Toutefois, même les descendants d'immigrés qui ont un niveau d'études élevé sont plus susceptibles d'être NEET que les descendants de parents nés dans le pays.

Graphique 7.23. Taux de jeunes ni en emploi, ni scolarisé, ni en formation

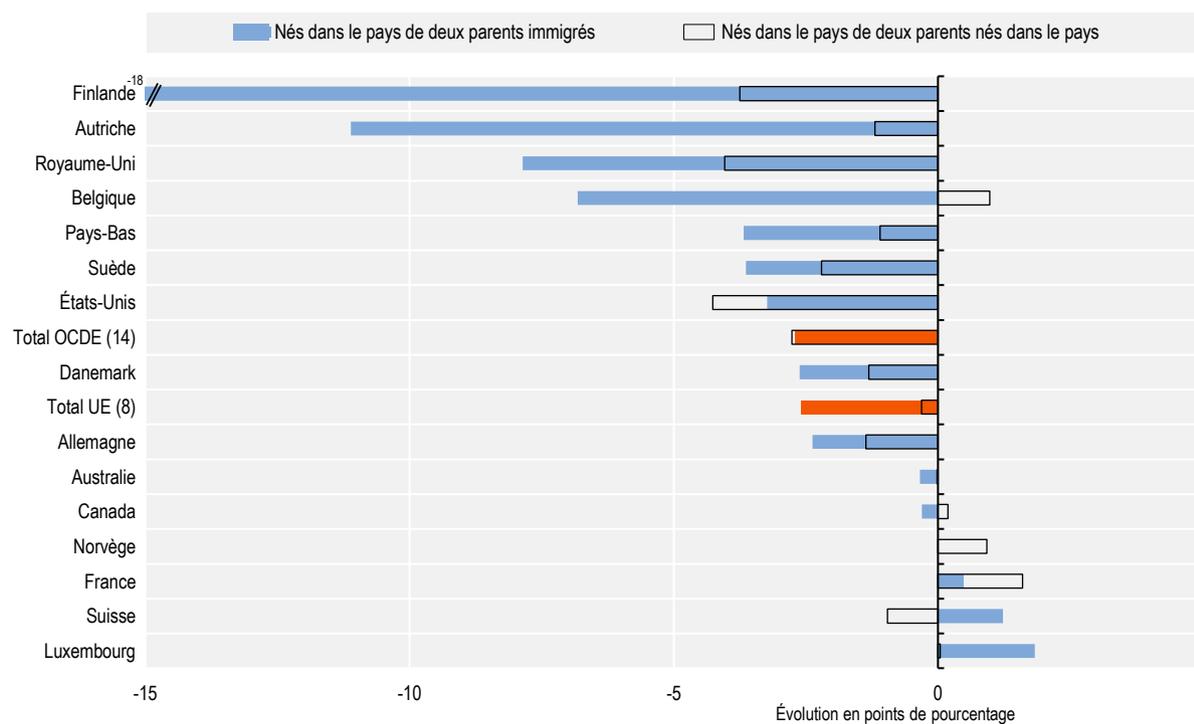
15-34 ans, 2020-21



StatLink  <https://stat.link/4jxucr>

Graphique 7.24. Évolution du taux de jeunes ni en emploi, ni scolarisé, ni en formation

15-34 ans, entre 2012 et 2020



StatLink  <https://stat.link/te0i17>

Les notes et les sources sont consultables dans leurs StatLinks respectifs.

7.13. Mobilité intergénérationnelle en termes d'éducation

Contexte

Les jeunes de parents nés à l'étranger sont souvent très motivés pour poursuivre des études supérieures. La mobilité ascendante en matière de formation leur permet de rattraper leur retard par rapport aux jeunes dont les parents sont nés dans le pays et de s'épanouir plus tard dans la vie sur le plan économique et social.

Cet indicateur, disponible pour les pays européens et les jeunes dont un parent au moins est né à l'étranger, étudie la part des jeunes qui dépassent le niveau d'études de leurs parents, qu'ils aient un niveau d'études intermédiaire (niveaux 3-4 de la CITE) ou faible (niveaux 0-2 de la CITE).

Dans l'UE, la plupart des jeunes nés dans le pays dont au moins un parent est né à l'étranger (54 %) ont un niveau d'études plus élevé que celui de leurs parents. Cette part est supérieure à celle des descendants de parents nés dans le pays (47 %) ainsi qu'à celle des immigrés qui sont arrivés enfants dans le pays d'accueil (44 %). Les jeunes nés dans le pays dont un parent au moins est né à l'étranger obtiennent de meilleurs résultats que les descendants de parents nés dans le pays dans les pays d'immigration de longue date par exemple (à l'exception de l'Autriche et de la Suisse) où les adultes immigrés sont largement surreprésentés parmi les personnes peu instruites, ainsi que dans les pays baltes. L'écart avec les descendants de parents nés dans le pays est le plus profond en Allemagne (23 points de pourcentage) et en Suède (17 points). Dans les pays d'Europe du Sud, en Croatie et en République tchèque, cependant, la mobilité ascendante en matière de formation est plus fréquente chez les descendants de parents nés dans le pays que chez les descendants d'immigrés ou les jeunes d'ascendance mixte.

Ces huit dernières années, la mobilité intergénérationnelle en termes d'éducation a progressé dans la plupart des pays, et ce de façon plus marquée chez les descendants d'immigrés ou les jeunes d'origine mixte que chez les descendants de parents nés dans le pays. Aucune avancée n'a toutefois été observée pour les natifs d'au moins un parent né à l'étranger dans la plupart des pays d'Europe centrale, en Espagne, en France, en Italie et en Suisse.

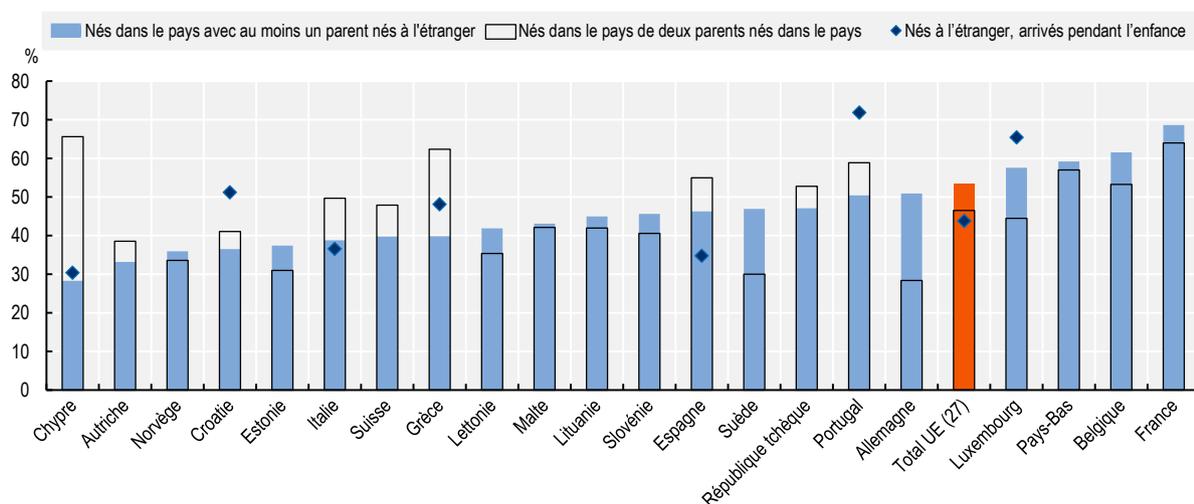
Plusieurs facteurs, comme le système éducatif, les structures de soutien, les aspirations des parents et des enfants, le genre et l'âge, influencent la transmission intergénérationnelle des handicaps. Dans la quasi-totalité des pays, les femmes connaissent une mobilité intergénérationnelle ascendante plus forte que les hommes. Elle est encore plus marquée pour les jeunes femmes d'origine immigrée qui obtiennent de meilleurs résultats en termes de mobilité intergénérationnelle que leurs homologues dont les parents sont nés dans le pays, alors que ce n'est pas le cas pour les hommes. La mobilité intergénérationnelle ascendante s'explique en partie par la surreprésentation des jeunes de parents nés à l'étranger parmi les personnes ayant un faible niveau d'études. Si l'on ne tient compte que de la mobilité ascendante des enfants dont les parents sont peu instruits, l'écart persiste dans la plupart des pays mais disparaît en France et en Belgique.

Principaux résultats

- Les jeunes nés dans le pays d'un parent au moins né à l'étranger sont plus susceptibles d'afficher un niveau d'études supérieur à celui de leurs parents que leurs pairs dont les parents sont nés dans le pays (54 % contre 47 %).
- Les jeunes femmes d'origine immigrée ont une meilleure mobilité intergénérationnelle que leurs homologues dont les parents sont nés dans le pays, alors que ce n'est pas le cas pour les hommes.
- Ces huit dernières années, la mobilité intergénérationnelle a progressé dans la plupart des pays parmi les jeunes nés dans le pays dont au moins un parent est né à l'étranger. Aucune avancée n'a toutefois été observée chez les natifs d'au moins un parent né à l'étranger dans la plupart des pays d'Europe centrale, en Espagne, en France, en Italie et en Suisse.

Graphique 7.25. Jeunes dont le niveau d'études est plus élevé que celui de leurs parents

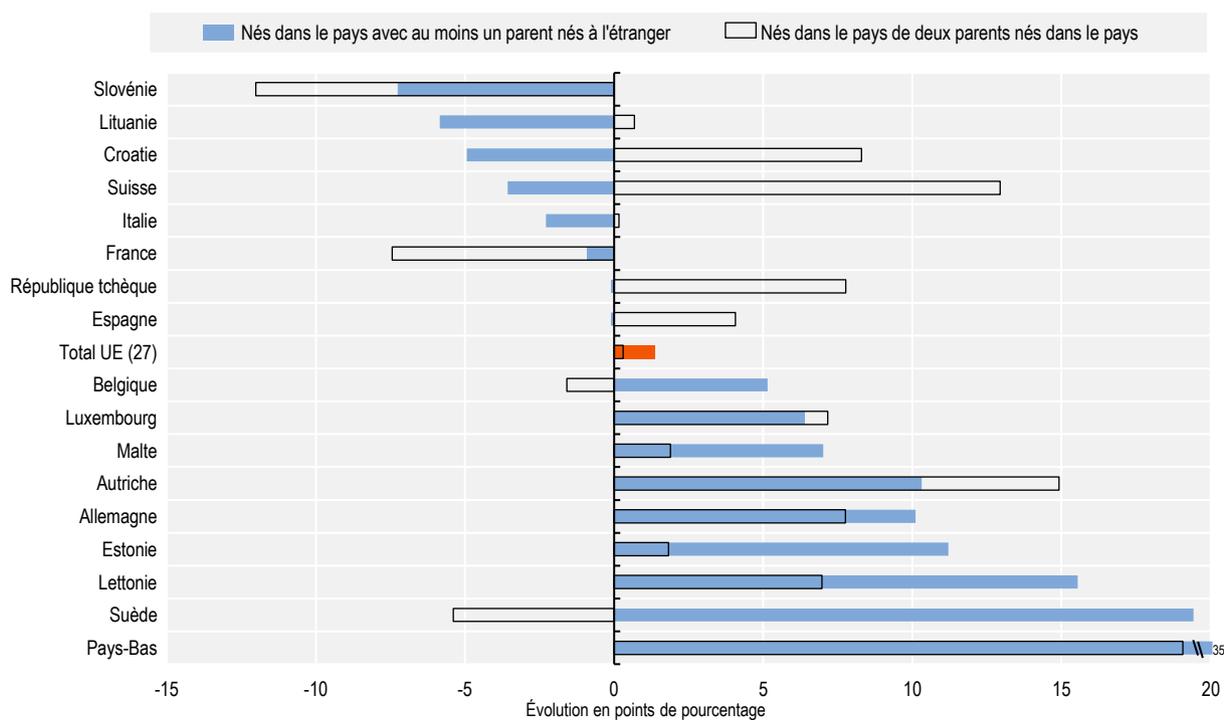
16-34 ans non scolarisés dont les parents sont moyennement ou peu instruits, 2019



StatLink <https://stat.link/d3jwcl>

Graphique 7.26. Évolution de la mobilité en termes d'éducation

16-34 ans non scolarisés dont les parents sont moyennement ou peu instruits, entre 2011 et 2019



StatLink <https://stat.link/kw985y>

Les notes et les sources sont consultables dans leurs StatLinks respectifs.

7.14. Emploi

Contexte

Le taux d'emploi des jeunes correspond à la part des 15-34 ans non scolarisés qui ont effectué au moins une heure de travail rémunéré au cours d'une semaine de référence ou qui étaient temporairement absents de cet emploi (définition du BIT). Voir l'indicateur 3.4 pour de plus amples détails.

Seuls un peu plus de deux tiers des jeunes descendants d'immigrés occupent un emploi (68 % dans l'OCDE et 67 % dans l'UE), contre environ les trois quarts des jeunes descendants de parents nés dans le pays. Quant aux immigrés arrivés enfants, environ 72 % sont pourvus d'un emploi dans l'OCDE et l'UE. Dans la plupart des pays, les descendants d'immigrés sont moins susceptibles que les descendants de parents nés dans le pays d'occuper un emploi. Font exception les pays d'installation, la Grèce, Chypre, la Slovénie et la Hongrie. L'écart d'emploi entre les descendants de parents nés dans le pays et les descendants d'immigrés s'établit à au moins 20 points de pourcentage dans les pays européens accueillant de nombreux immigrés extra-communautaires, comme en Belgique et en Espagne. Quant aux immigrés arrivés enfants, leur taux d'emploi est analogue ou légèrement supérieur à celui des descendants d'immigrés dans la grande majorité des pays.

Malgré un bref recul général de l'emploi après la crise économique liée à la pandémie en 2020 dans l'OCDE comme dans l'UE, les taux étaient plus élevés qu'en 2012 après la récession de 2007-08. Ces huit dernières années, à l'exception de la Suisse, du Luxembourg et des pays d'installation, la hausse globale de l'emploi a profité aux descendants d'immigrés, lesquels ont enregistré une augmentation de leur taux d'emploi au moins deux fois supérieure à celle des descendants de parents nés dans le pays dans la plupart des pays de l'UE pour lesquels des données sont disponibles.

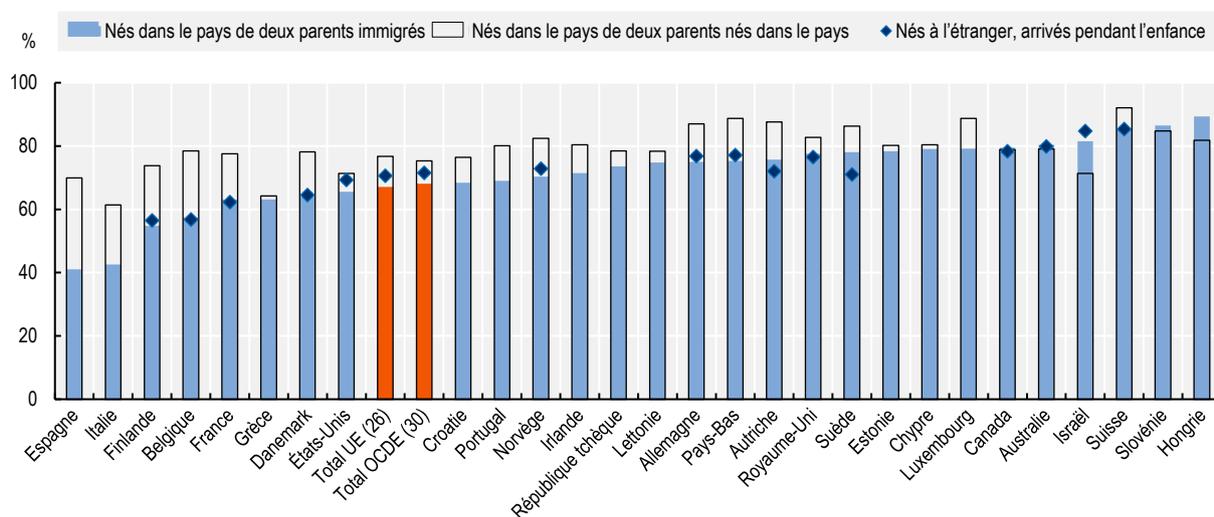
Le taux d'emploi plus faible parmi les jeunes de parents nés à l'étranger s'explique en partie par un niveau d'études plus faible dans la plupart des pays (voir l'indicateur 3.1). Toutefois, aux États-Unis ou en France, le fait d'avoir un niveau d'études élevé ne vient pas combler l'écart d'emploi avec les descendants de parents nés dans le pays, et seulement partiellement dans les autres pays européens (sauf en Suisse). Dans la plupart des pays, l'écart entre les jeunes très instruits descendants d'immigrés et leurs pairs descendants de parents nés dans le pays reste moins marqué qu'entre les adultes d'âge actif très instruits nés à l'étranger et leurs pairs nés dans le pays (l'inverse de ce que l'on observe parmi les personnes peu instruites). Dans l'UE, le taux d'emploi est particulièrement faible chez les descendants d'immigrés extracommunautaires, tandis que les descendants de parents originaires d'un autre pays de l'UE affichent des résultats analogues à ceux dont les parents sont nés dans le pays. Dans la quasi-totalité des pays, les jeunes hommes nés dans le pays sont plus susceptibles d'occuper un emploi que les jeunes femmes. En Finlande, au Luxembourg, en Norvège et en Israël par exemple, toutefois, parmi les descendants d'immigrés, les hommes font moins bien que les femmes, tandis que le taux d'emploi des femmes et des hommes est analogue en Espagne, au Canada, en Suisse et en Suède.

Principaux résultats

- Dans la plupart des pays, les descendants d'immigrés sont moins susceptibles d'occuper un emploi que les descendants de parents nés dans le pays et que les immigrés arrivés enfants.
- Avec des taux d'emploi plus élevés qu'il y a dix ans dans la plupart des pays, l'écart s'est réduit avec les jeunes descendants de parents nés dans le pays.
- Dans la plupart des pays, le taux d'emploi des jeunes descendants d'immigrés est inférieur à celui des jeunes descendants de parents nés dans le pays, quel que soit le niveau d'études.

Graphique 7.27. Taux d'emploi, selon l'origine des parents

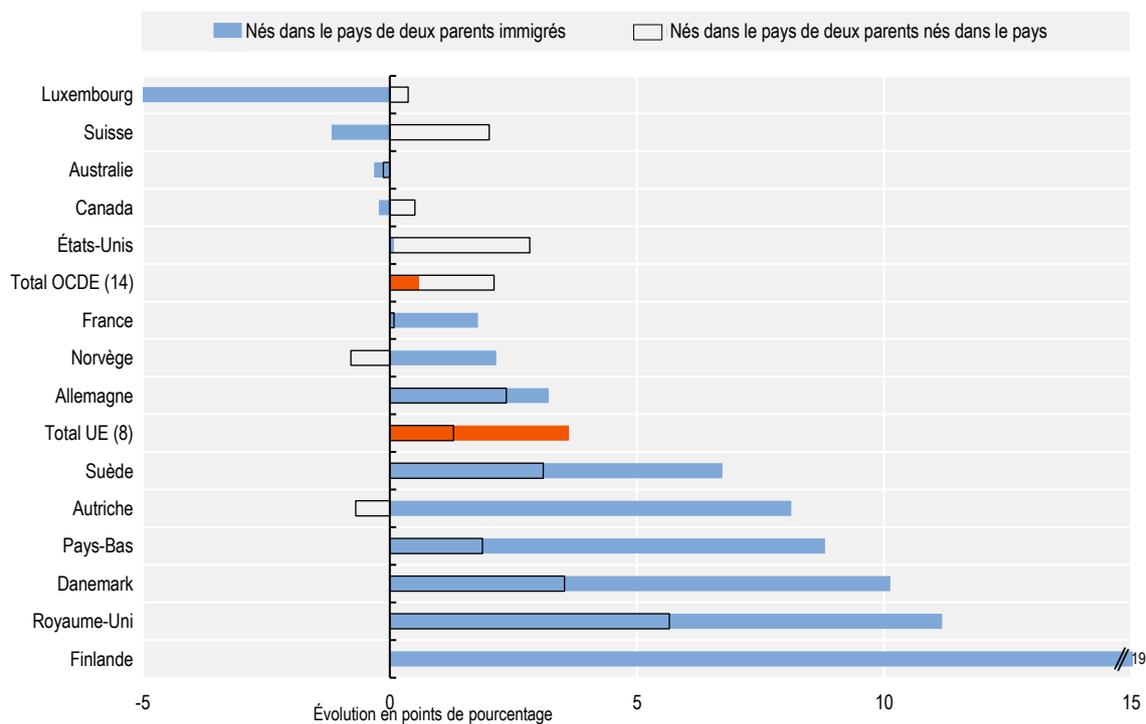
15-34 ans non scolarisés, 2020-21



StatLink  <https://stat.link/jt96wb>

Graphique 7.28. Évolution du taux d'emploi, selon l'origine des parents

15-34 ans non scolarisés, entre 2012 et 2020



StatLink  <https://stat.link/5jtwvk>

Les notes et les sources sont consultables dans leurs StatLinks respectifs.

7.15. Chômage

Contexte

Un chômeur est une personne sans emploi, mais disponible pour travailler, qui a effectué une démarche active de recherche d'emploi au cours d'une semaine de référence (définition du BIT). Le taux de chômage des jeunes correspond à la part de chômeurs dans la population active non scolarisée âgée de 15 à 34 ans (c'est-à-dire la somme des actifs occupés et des personnes sans emploi). Voir l'indicateur 3.5 pour de plus amples détails.

Dans la plupart des pays, le taux de chômage des jeunes descendants d'immigrés est supérieur non seulement à celui des jeunes descendants de parents nés dans le pays mais aussi à celui des jeunes nés à l'étranger qui ont immigré enfants. Dans l'UE, il est respectivement de 17 %, 10 % et 12 %. L'écart entre les deux premiers groupes est le plus profond dans les pays européens d'immigration de longue date qui comptent une part importante d'immigrés extracommunautaires (surtout en France, en Belgique et en Autriche), ainsi qu'en République tchèque, en Espagne, en Italie et en Finlande. Parmi les autres pays, en Allemagne, en France, aux Pays-Bas et aux États-Unis, les descendants d'immigrés sont même à la traîne par rapport aux immigrés arrivés enfants.

Si le chômage des jeunes a augmenté dans la plupart des pays au début de la pandémie de COVID-19, il est toutefois moins élevé qu'au début de la dernière décennie. Qui plus est, dans l'UE, le recul a été plus marqué chez les jeunes descendants d'immigrés que chez les jeunes descendants de parents nés dans le pays. Aux États-Unis, en revanche, le chômage des jeunes nés dans le pays de parents natifs est revenu à son niveau d'après la récession économique de 2007-08, et est même resté plus élevé chez les descendants d'immigrés. En Norvège et en Finlande, il a progressé dans les deux groupes.

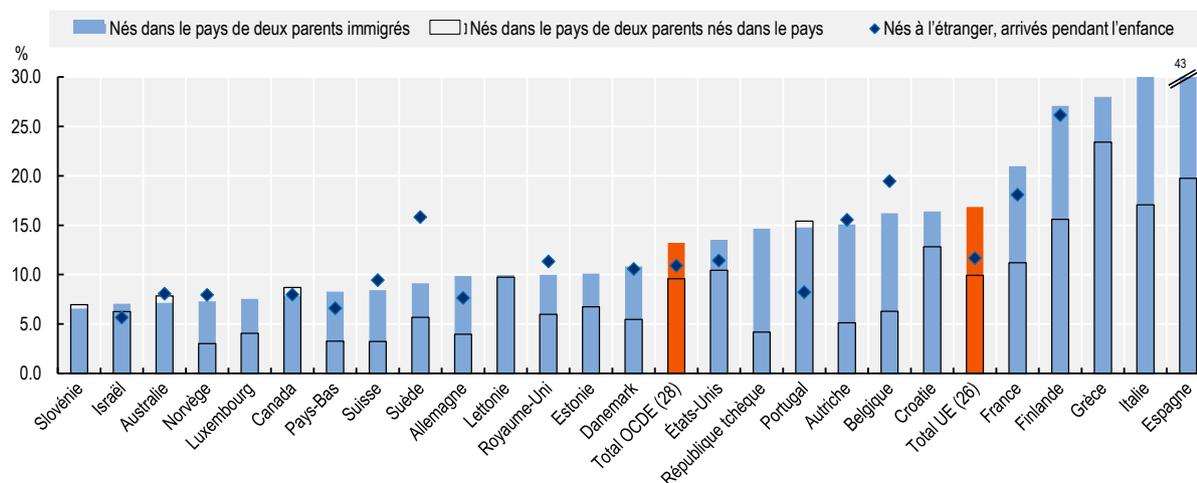
Les jeunes de parents nés à l'étranger sont plus nombreux dans la tranche d'âge des 15-24 ans, qui a moins d'expérience professionnelle et possède des diplômes moins élevés. En conséquence, dans la plupart des pays, le taux de chômage des 15-24 ans est plus de deux fois supérieur à celui de leurs pairs âgés de 25 à 34 ans. Les descendants d'immigrés restent toutefois plus susceptibles d'être au chômage que les descendants de parents nés dans le pays. Cela vaut à tous les niveaux d'études, les taux étant plus élevés d'au moins 3 points de pourcentage dans l'UE et dans l'OCDE. Parmi les jeunes nés dans le pays de deux parents nés à l'étranger, ceux d'origine hors UE sont plus susceptibles d'être au chômage que leurs pairs dont au moins un parent est né dans l'UE. Les jeunes hommes sont également plus exposés au risque de chômage que les jeunes femmes dans la quasi-totalité des pays. Si l'écart de taux de chômage entre les femmes et les hommes est généralement faible parmi les descendants de parents nés dans le pays, il est plus profond parmi les descendants d'immigrés, surtout en Lettonie, en Allemagne, en Finlande et en Espagne. La Suisse et le Luxembourg font figure d'exceptions, les descendantes d'immigrés y étant plus susceptibles d'être au chômage que leurs homologues masculins.

Principaux résultats

- Dans la plupart des pays, notamment dans les pays européens d'immigration de longue date, les descendants d'immigrés sont plus susceptibles d'être au chômage que les descendants de parents nés dans le pays. Dans l'UE, le chômage touche 17 % des descendants d'immigrés, contre 10 % des descendants de parents nés dans le pays et 12 % des jeunes nés à l'étranger.
- Les jeunes hommes sont en général plus susceptibles d'être au chômage que les jeunes femmes, et cet écart entre les genres est généralement plus marqué chez les descendants d'immigrés.
- Le chômage des jeunes a baissé entre 2012 et 2020, malgré la pandémie de COVID-19. Cela ne vaut cependant pas pour les descendants d'immigrés aux États-Unis.

Graphique 7.29. Taux de chômage, selon l'origine des parents

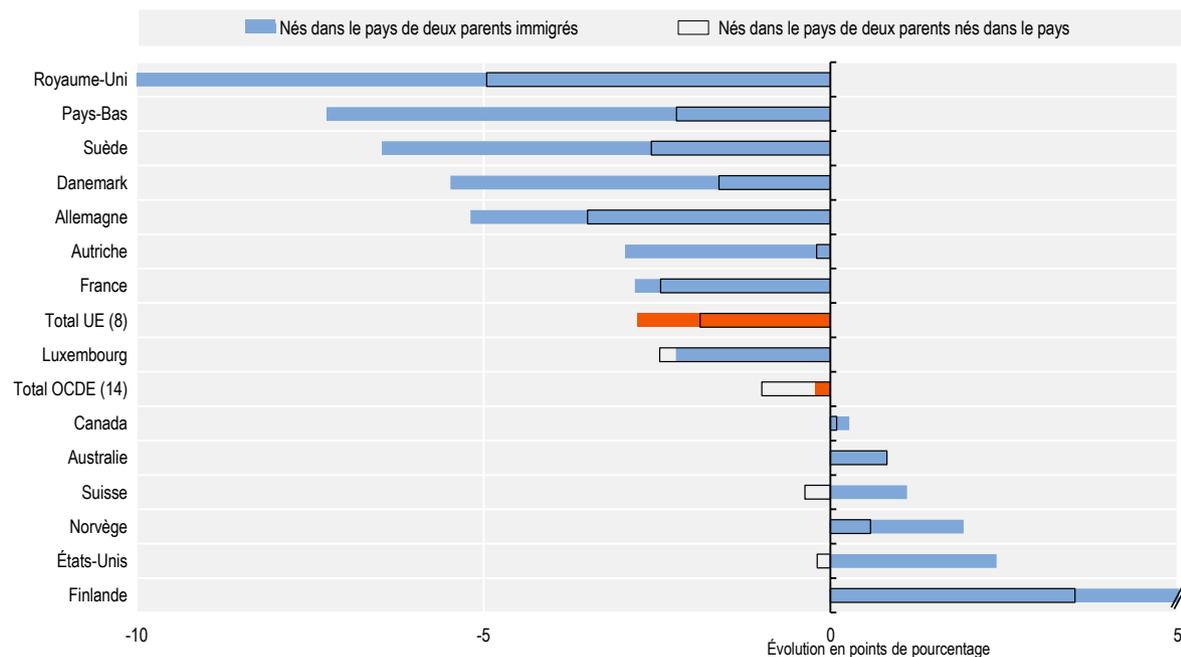
15-34 ans non scolarisés, 2020



StatLink  <https://stat.link/yjsw7v>

Graphique 7.30. Évolution du taux de chômage, selon l'origine des parents

15-34 ans non scolarisés, entre 2012 et 2020



StatLink  <https://stat.link/a92f35>

Les notes et les sources sont consultables dans leurs StatLinks respectifs.

7.16. Déclassement

Contexte

Le déclassement des jeunes diplômés dans leur premier emploi risque de nuire à leurs perspectives d'évolution professionnelle à long terme et d'entraîner une perte de compétences. Les jeunes de parents nés à l'étranger sont souvent confrontés à des obstacles particuliers pour trouver un emploi qui corresponde à leur niveau de compétences, en raison de la discrimination, d'un réseau de relations insuffisant et d'une méconnaissance du marché du travail.

Le taux de déclassement correspond au pourcentage de personnes titulaires d'un diplôme élevé (voir 3.1) qui occupent un emploi classé peu ou moyennement qualifié conformément à la *Classification* internationale type des professions (niveaux 4-9 de la CITP). Voir l'indicateur 3.12 pour de plus amples détails.

Dans l'UE, près d'un quart des 25-34 ans descendants d'immigrés qui ont fait des études poussées sont titulaires d'un diplôme trop élevé pour l'emploi qu'ils occupent. Au Royaume-Uni et dans les pays non européens où le déclassement est globalement plus fréquent, les jeunes descendants d'immigrés et les immigrés arrivés pendant l'enfance sont moins ou aussi susceptibles d'être déclassés que les jeunes descendants de parents nés dans le pays. En revanche, dans la plupart des autres pays européens d'immigration, à l'exception des Pays-Bas et de la Suède, les jeunes de parents nés à l'étranger sont plus touchés. En France et en Autriche, le taux de déclassement des descendants d'immigrés est supérieur de plus de 6 points de pourcentage à celui des descendants de parents nés dans le pays. En Allemagne, en Belgique et en Suisse, les immigrés arrivés enfants sont les plus touchés, leurs taux de déclassement étant supérieurs d'au moins 3 points à ceux des jeunes nés dans le pays de parents natifs.

Le taux de déclassement a diminué entre 2012 et 2020 dans la plupart des pays, quelle que soit l'origine des parents. Dans l'UE, le recul a été plus marqué, de 5 points de pourcentage parmi les descendants d'immigrés, tandis que les jeunes descendants de parents nés dans le pays n'ont connu qu'une faible amélioration. En particulier, aux Pays-Bas ou en Allemagne, le taux de déclassement n'a que peu évolué pour ce groupe au cours des huit dernières années, alors qu'il a baissé de plus de 10 points de pourcentage parmi les descendants d'immigrés.

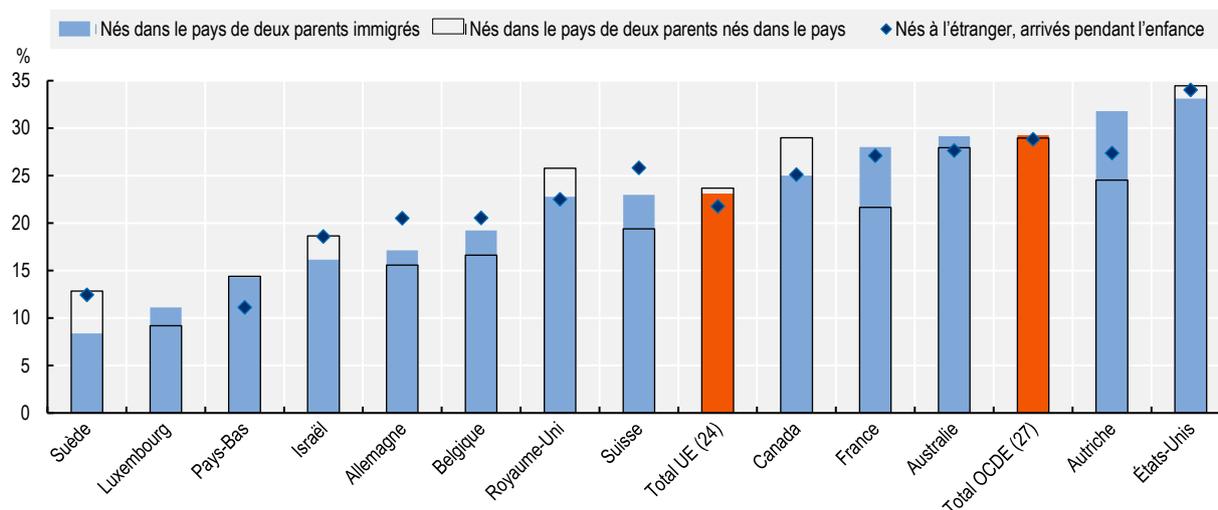
Trouver un emploi adapté qui corresponde au niveau de qualification du diplôme obtenu est plus facile pour les jeunes favorisés sur le plan socioéconomique qui bénéficient de réseaux de relations plus étoffés, parmi lesquels les descendants d'immigrés sont sous-représentés, notamment s'ils sont d'origine extracommunautaire. En France, 29 % des jeunes d'origine extracommunautaire sont déclassés, soit 6 points de plus que ceux dont les parents sont nés dans l'UE. Le déclassement touche différemment les femmes et les hommes selon les pays. En Suisse, au Canada et aux États-Unis, les hommes en pâtissent davantage, quelle que soit l'origine des parents, tandis que c'est le cas des femmes en Australie. En France et en Belgique, seuls les jeunes hommes nés dans le pays de parents immigrés sont plus susceptibles d'être déclassés que leurs homologues féminines.

Principaux résultats

- Dans la plupart des pays européens d'immigration de longue date, les jeunes descendants d'immigrés qui ont un niveau d'études élevé sont plus susceptibles d'être déclassés que les jeunes descendants de parents nés dans le pays, mais ce n'est pas le cas au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, en Suède et en dehors de l'UE.
- Dans la plupart des pays pour lesquels on dispose de données, le taux de déclassement a diminué ces huit dernières années chez les descendants d'immigrés, tandis que l'évolution a été plus mitigée pour les descendants de parents nés dans le pays.
- Le déclassement touche beaucoup plus les descendants de parents non originaires de l'UE.

Graphique 7.31. Taux de déclassement, selon l'origine des parents

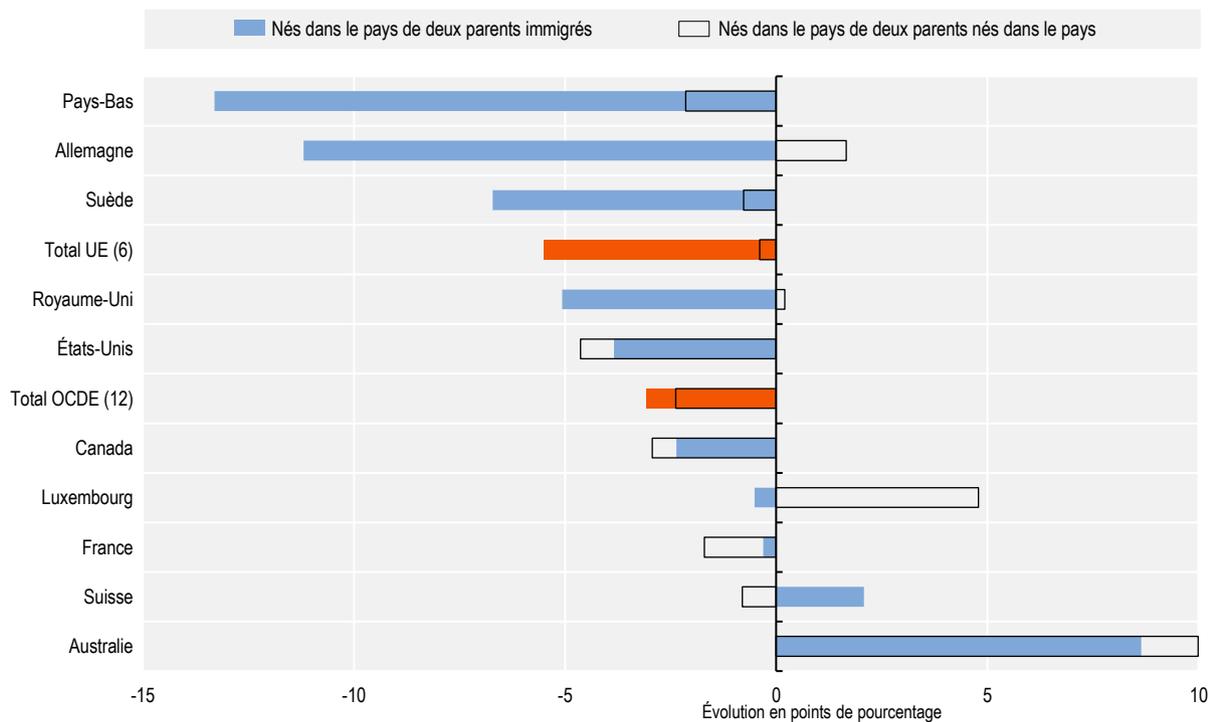
25-34 ans, individus très instruits pourvus d'un emploi, 2020



StatLink  <https://stat.link/f1volm>

Graphique 7.32. Évolution du taux de déclassement, selon l'origine des parents

25-34 ans, individus très instruits pourvus d'un emploi, entre 2012 et 2020



StatLink  <https://stat.link/eq71vo>

Les notes et les sources sont consultables dans leurs StatLinks respectifs.

7.17. Emploi dans le secteur des services publics

Contexte

La pleine participation des immigrés et de leurs enfants au secteur des services publics accroît leur visibilité au quotidien. Elle influence la façon dont ils sont perçus dans la société et sert de modèle pour le secteur privé. Renforcer la diversité dans la fonction publique permet aussi de mieux comprendre les besoins des jeunes de parents nés à l'étranger et de reconnaître qu'ils sont membres à part entière de la société.

Cet indicateur montre la part des jeunes (15-34 ans) qui occupent des emplois dans le secteur des services publics (administration publique, soins de santé, services sociaux et éducation).

Si les descendants d'immigrés ont généralement la nationalité de leur pays d'accueil, ils sont sous-représentés dans le secteur des services publics dans la plupart des pays. Dans l'UE, ils ne sont pas plus de 1 sur 6, contre 1 sur 4 parmi les descendants de parents nés dans le pays. De plus, dans les services publics, les immigrés arrivés enfants sont proportionnellement plus nombreux que les descendants d'immigrés. Les écarts les plus marqués par rapport aux jeunes dont les parents sont nés dans le pays sont observés dans les pays européens d'immigration de longue date (à l'exception du Royaume-Uni), où de nombreux parents nés à l'étranger ne sont pas originaires de l'UE. En Autriche, les descendants d'immigrés sont seulement moitié moins susceptibles d'être agents des services publics que les descendants de parents nés dans le pays. L'écart est également profond en Allemagne où, comme en Autriche, une part encore importante des descendants d'immigrés ne possède pas la nationalité du pays et ne peut donc pas accéder à toutes les catégories d'emploi de la fonction publique.

Dans les pays non européens, on n'observe que des légères différences selon l'origine des parents. Les seuls pays où les descendants d'immigrés sont surreprésentés dans les services publics sont Israël, le Royaume-Uni et la Suède, où au moins un tiers d'entre eux travaillent dans ce secteur. En Suède, la part des descendants d'immigrés non originaires de l'UE est encore plus élevée. Le Royaume-Uni et la Suède appliquent depuis deux décennies des politiques d'égalité des chances dans la fonction publique, et près de 40 % des immigrés arrivés enfants en Suède sont fonctionnaires.

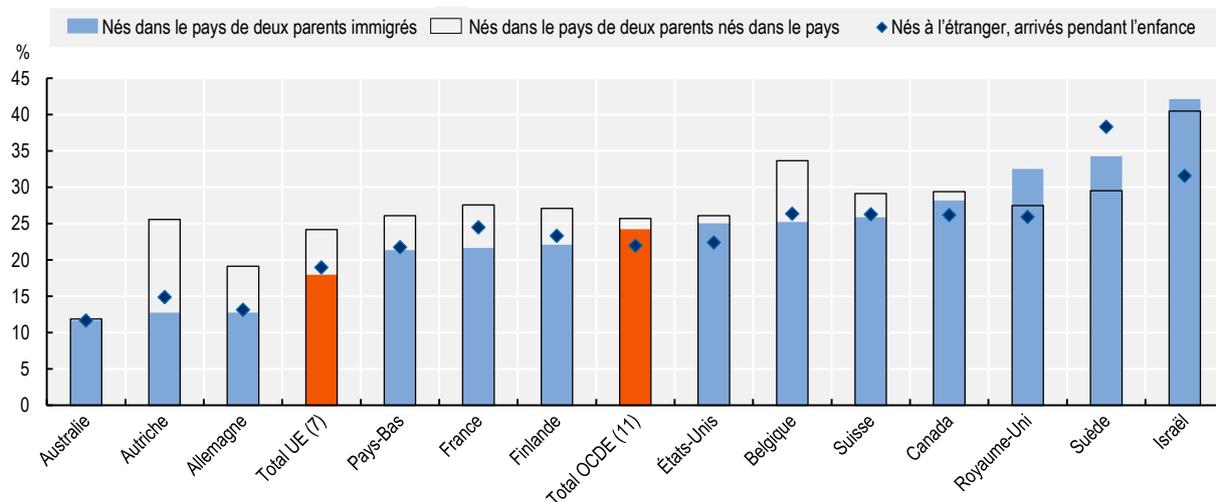
Dans sept pays sur dix, la part des jeunes adultes descendants d'immigrés qui sont agents des services publics a augmenté ces huit dernières années. Les plus fortes hausses, d'au moins 6 points de pourcentage au Royaume-Uni, en Finlande et en Allemagne, ont dépassé celles enregistrées par les descendants de parents nés dans le pays. À l'inverse, les jeunes adultes d'origine étrangère sont par exemple moins susceptibles de travailler dans le secteur des services publics qu'il y a huit ans en Autriche, aux Pays-Bas et en France. Le recul est plus faible parmi les descendants de parents nés dans le pays.

Principaux résultats

- Les descendants d'immigrés sont sous-représentés dans le secteur des services publics dans la plupart des pays, notamment dans l'UE. Les seuls pays où ils ne le sont pas sont Israël, le Royaume-Uni et la Suède.
- La part des descendants d'immigrés dans le secteur des services publics a augmenté dans la plupart des pays entre 2012 et 2020, notamment au Royaume-Uni, en Finlande et en Allemagne, mais ce n'est pas le cas en Autriche, aux Pays-Bas ou en France, où elle a diminué.

Graphique 7.33. Emploi dans la fonction publique, selon l'origine des parents

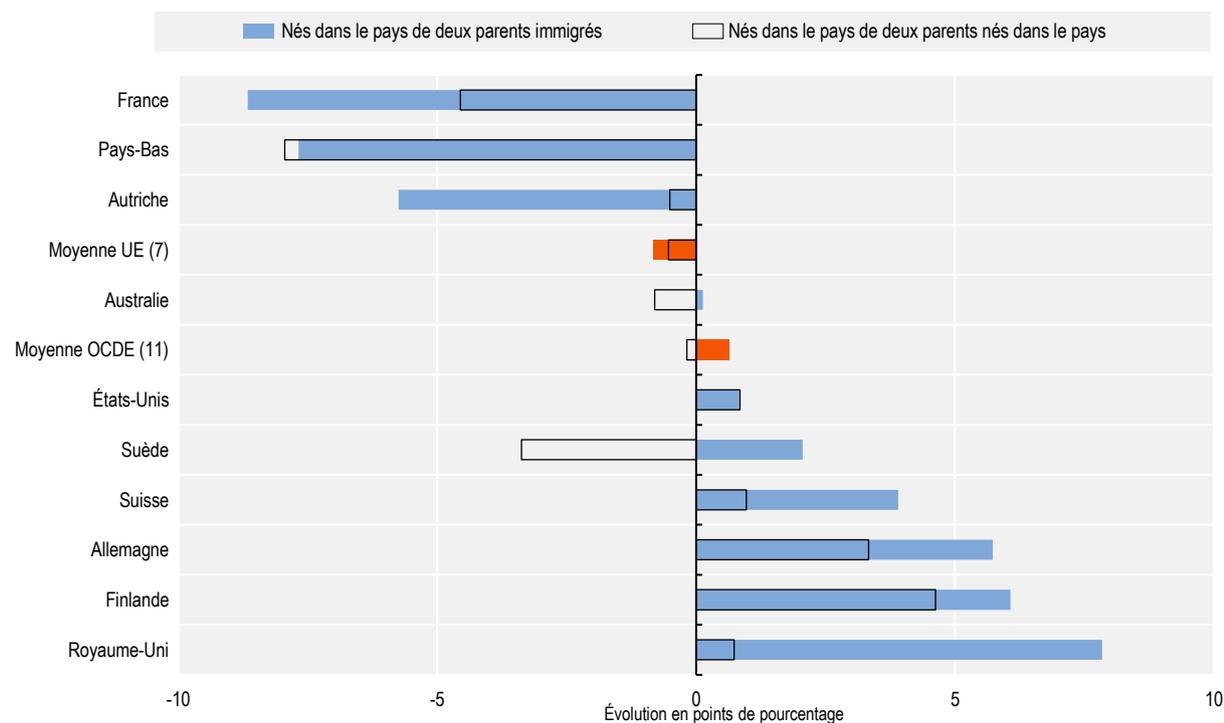
15-34 ans occupés, 2020/21



StatLink  <https://stat.link/8luif3>

Graphique 7.34. Évolution de l'emploi dans la fonction publique, selon l'origine des parents

15-34 ans occupés, entre 2012 et 2020



StatLink  <https://stat.link/f6wshr>

Les notes et les sources sont consultables dans leurs StatLinks respectifs.

7.18. Pauvreté relative des enfants et des jeunes

Contexte

Grandir dans une situation de pauvreté relative peut avoir des effets négatifs (à long terme) sur le bien-être, l'éducation et la santé des enfants. Les jeunes de parents nés à l'étranger sont plus exposés au risque de pauvreté relative, leurs parents percevant en moyenne des revenus plus faibles et n'ayant pas toujours connaissance des aides financières disponibles.

Le taux de pauvreté relative (ou le taux de risque de pauvreté) correspond à la part des moins de 16 ans et des 16-34 ans qui vivent en-dessous du seuil de pauvreté du pays. D'après la définition d'Eurostat utilisée ici, le seuil de pauvreté correspond à 60 % du revenu disponible médian équivalent dans chaque pays. Voir l'indicateur 4.2 pour de plus amples détails.

Au total, dans l'UE, la part des enfants de moins de 16 ans issus de ménages immigrés qui vivent dans une situation de pauvreté relative est de 32 %. Dans la quasi-totalité des pays, y compris au Canada et aux États-Unis, les enfants d'immigrés de moins de 16 ans sont plus susceptibles de vivre dans une situation de pauvreté relative que les enfants issus de ménages nés dans le pays (au moins deux fois plus susceptibles dans la moitié des pays environ). Les disparités sont particulièrement marquées en Espagne, dans la plupart des pays nordiques et dans les pays d'immigration de longue date accueillant majoritairement des immigrés non originaires de l'UE (sauf en Allemagne, où le taux de pauvreté est relativement faible). Aux États-Unis et en Espagne, plus de la moitié des enfants issus de ménages immigrés sont pauvres. C'est en Lettonie et en République tchèque que le niveau de pauvreté relative des enfants est le plus bas et équivalent dans les deux groupes. De plus, les enfants issus de ménages immigrés non originaires de l'UE sont plus susceptibles de 10 points de pourcentage de vivre dans une situation de pauvreté relative que ceux issus de ménages originaires de l'UE.

Le taux de pauvreté relative des jeunes suit les mêmes tendances générales. La part des descendants d'immigrés de 16-34 ans qui vivent dans une situation de pauvreté relative est de 24 % dans l'UE et de 30 % aux États-Unis, soit davantage que parmi les descendants de parents nés dans le pays. Toutefois, ces écarts sont moins prononcés que parmi les moins de 16 ans (moitié moins, voire encore moins, dans la moitié des pays), et très faible, de 3 points de pourcentage, en Suisse et en Suède.

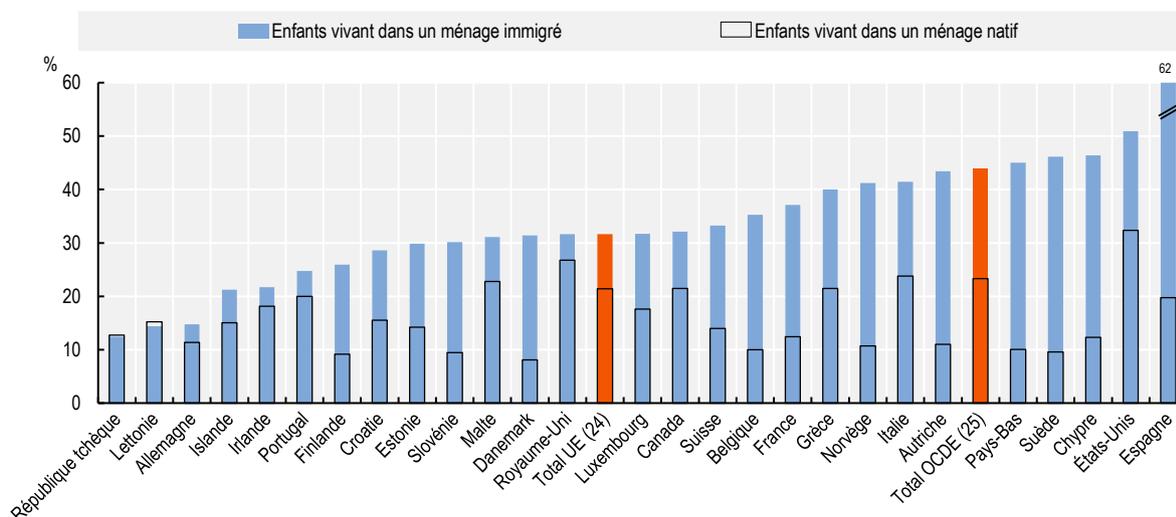
Entre 2009 et 2019, la part des enfants de moins de 16 ans de ménages immigrés dans une situation de pauvreté relative a légèrement diminué dans l'UE et aux États-Unis, de 1 point et 2 points de pourcentage. Ce recul de la pauvreté a été plus faible chez les enfants de ménages nés dans le pays. Le taux de pauvreté des enfants de ménages immigrés a baissé dans trois pays sur cinq (dans trois sur quatre dans les ménages natifs). Le taux de pauvreté des enfants de ménages immigrés a le plus baissé en Allemagne (-24 points), en Grèce, en Islande et en Finlande (-20 points environ). Dans ces pays toutefois, le taux de pauvreté des enfants de ménages natifs a à peine diminué, ou a légèrement augmenté. Les pays où le taux de pauvreté des enfants de ménages immigrés a le plus augmenté ont connu simultanément un léger recul parmi les enfants de ménages natifs. Ces pays (à savoir les Pays-Bas, la Suède et l'Espagne) affichent désormais les écarts les plus marqués entre les deux groupes en matière de pauvreté relative des enfants.

Principaux résultats

- Dans les pays de l'UE et de l'OCDE, le taux de pauvreté des enfants de ménages immigrés est plus élevé que celui ceux de ménages natifs (au moins deux fois plus dans la moitié des pays).
- Ces dix dernières années, le taux de pauvreté des enfants de ménages immigrés a diminué, parfois légèrement, dans trois pays sur cinq (et dans les trois quarts pour ceux de ménages natifs).
- Parmi les 16-34 ans, les descendants d'immigrés sont plus pauvres que les descendants de parents nés dans le pays, même si cet écart est moins prononcé que parmi les moins de 16 ans dans la plupart des pays (moitié moins, voire encore moins, dans la moitié des pays).

Graphique 7.35. Taux de pauvreté relative des enfants

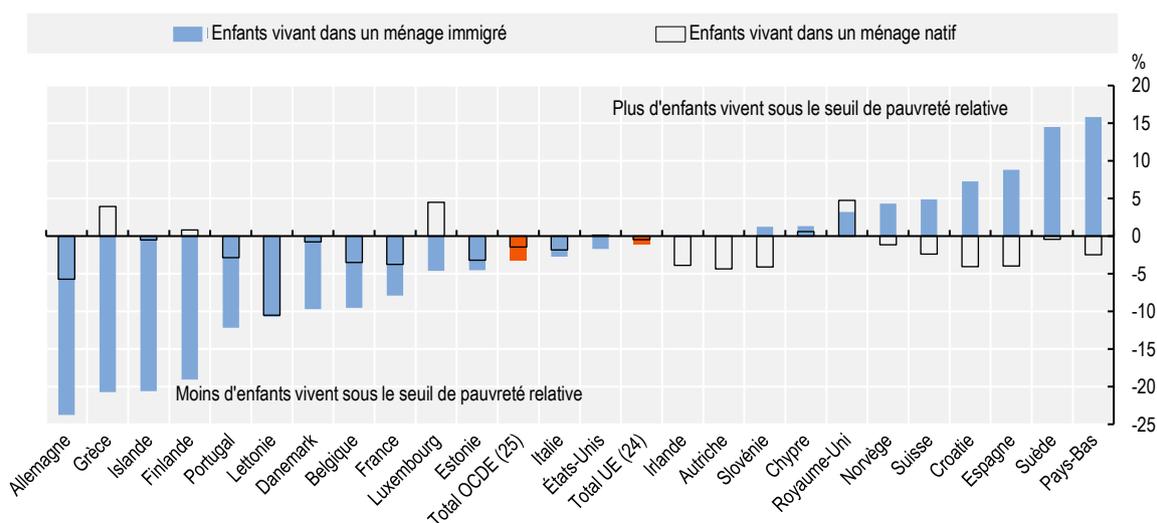
Enfants de moins de 16 ans, 2019



StatLink <https://stat.link/vzpyi2>

Graphique 7.36. Évolution du taux de pauvreté relative des enfants

Enfants de moins de 16 ans, entre 2009 et 2019



StatLink <https://stat.link/3jqai6>

Les notes et les sources sont consultables dans leurs StatLinks respectifs.

7.19. Surpeuplement des logements

Contexte

Grandir dans un logement surpeuplé peut avoir des effets négatifs sur les résultats scolaires, le bien-être et la santé des enfants et des jeunes, et leur porter préjudice sur l'ensemble tout au long de la vie. Étant donné que les immigrés sont plus susceptibles d'habiter en milieu urbain, d'occuper des emplois faiblement rémunérés et, en moyenne, de vivre dans des ménages de plus grande taille, leurs enfants sont plus susceptibles de vivre dans des logements surpeuplés.

On considère qu'un logement est surpeuplé si le ménage ne dispose pas au minimum d'un nombre de pièces égal à : une pièce de séjour pour le ménage ; une pièce pour chaque personne célibataire ou le couple responsable du logement ; une pièce par couple d'adultes supplémentaire ; et une pièce par paire d'enfants. Voir l'indicateur 4.5 pour de plus amples détails.

Dans l'UE, plus d'un tiers des enfants de moins de 16 ans issus d'un ménage immigré vit dans un logement surpeuplé, par rapport à un enfant sur cinq issu d'un ménage natif. Dans tous les pays sauf Malte, le taux de logements surpeuplés est beaucoup plus élevé parmi les enfants issus de ménages immigrés que parmi ceux issus de ménages natifs. Dans la grande majorité des pays, ce taux est au moins deux fois plus élevé que parmi les enfants issus de ménages natifs. Un examen plus approfondi montre que les disparités en matière de suroccupation des logements dans l'UE sont en partie imputables aux enfants dont les parents sont nés en dehors de l'UE. Ces enfants sont généralement surreprésentés parmi ceux qui vivent en situation de pauvreté (voir l'indicateur 7.18). Les taux élevés de logements surpeuplés s'expliquent en partie par la surconcentration des immigrés en milieu urbain, où le problème de la suroccupation des logements se pose de façon plus aiguë.

S'agissant des jeunes (16-34 ans) qui vivent dans des logements surpeuplés, on observe des tendances similaires. Par rapport aux enfants, dans la quasi-totalité des pays, l'écart est toutefois moins prononcé entre les descendants d'immigrés et les descendants de parents nés dans le pays. Cela tient en partie au fait qu'une fois diplômés, les jeunes sont plus susceptibles d'emménager dans leur propre logement, où ils ne sont plus obligés de partager les mêmes conditions de vie que leurs parents. En effet, si l'on ne prend en considération que les jeunes adultes de 25 à 34 ans, les différences entre les descendants d'immigrés et les descendants de parents nés dans le pays en termes de fréquence de la suroccupation des logements sont presque entièrement gommées dans l'UE.

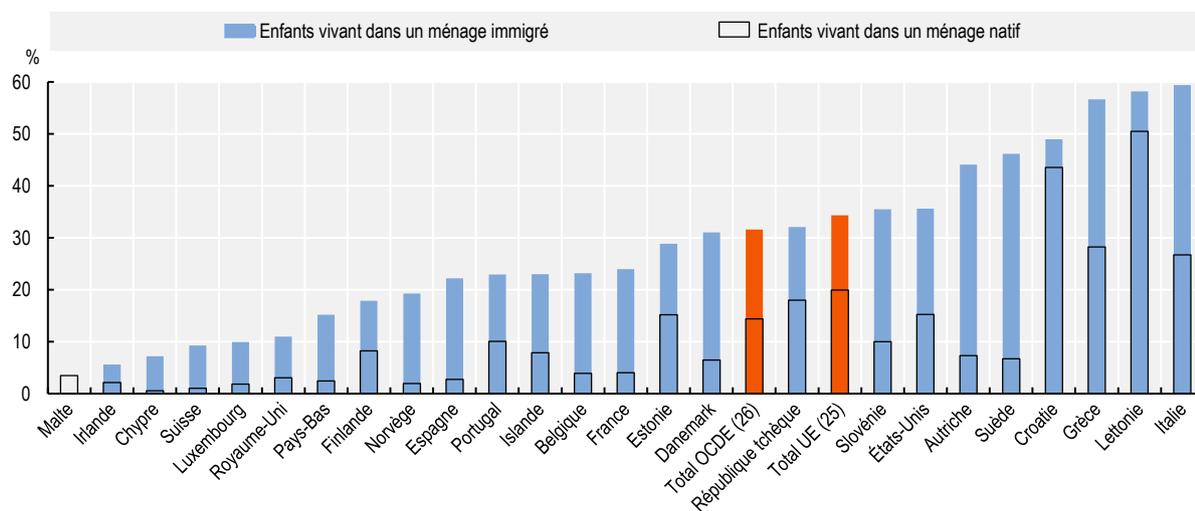
Les personnes qui vivent dans des logements surpeuplés ne disposent pas d'une pièce où elles peuvent être seules et se concentrer. La grande majorité des élèves de 15 ans dans l'OCDE et l'UE déclarent disposer d'un endroit calme pour étudier. Mais, dans trois pays sur quatre, les descendants d'immigrés sont moins susceptibles que les descendants de parents nés dans le pays de disposer d'un tel espace. On observe les écarts les plus marqués entre les deux groupes en Islande et dans les pays d'Europe et d'Amérique qui comptent une part accrue d'élèves défavorisés de parents nés à l'étranger : par exemple, les pays d'Europe du Sud, la France, l'Allemagne, le Costa Rica, le Mexique et les États-Unis.

Principaux résultats

- Dans l'UE, plus d'un tiers des enfants issus d'un ménage immigré vit dans un logement surpeuplé, par rapport à un enfant sur cinq issu d'un ménage natif.
- Dans la plupart des pays, les élèves descendants d'immigrés sont moins susceptibles que les descendants de parents nés dans le pays de disposer d'un endroit calme pour étudier à la maison, surtout en Islande, dans les pays d'Europe du Sud, en France, en Allemagne, au Costa Rica, au Mexique et aux États-Unis.

Graphique 7.37. Enfants vivant dans des logements surpeuplés

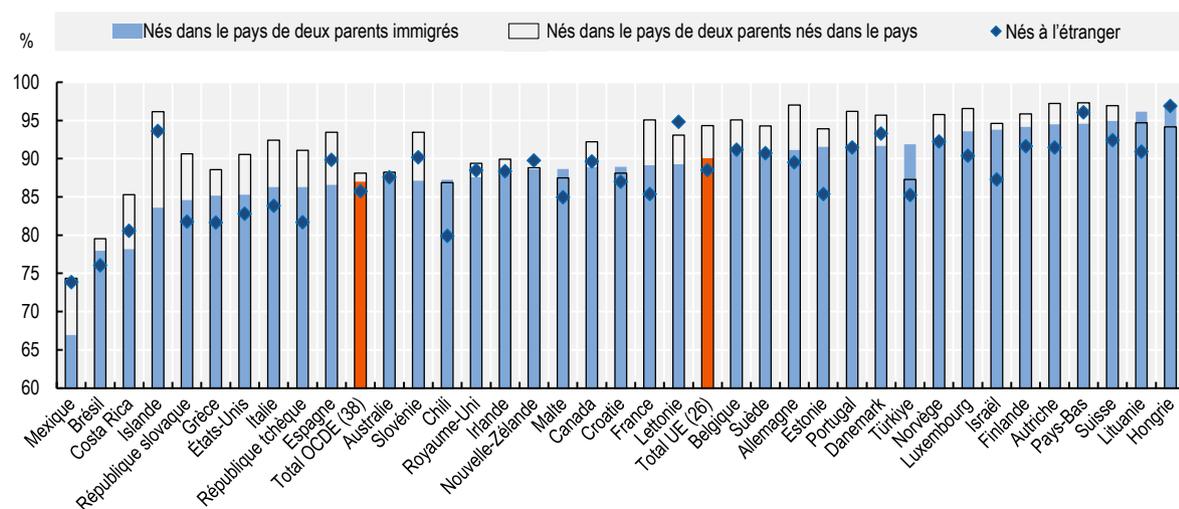
Enfants de moins de 16 ans, 2019



StatLink  <https://stat.link/iqtenk>

Graphique 7.38. Jeunes disposant d'un endroit calme pour étudier

Élèves de 15 ans, 2018



StatLink  <https://stat.link/f6mw3g>

Les notes et les sources sont consultables dans leurs StatLinks respectifs.

7.20. Participation électorale

Contexte

La participation électorale est un indicateur de l'engagement civique. Si les descendants d'immigrés et les descendants de parents nés dans le pays ont grandi dans la même société, les obstacles auxquels se heurtent les parents nés à l'étranger (manque de connaissances sur le droit de vote ou la politique du pays d'accueil) peuvent avoir des répercussions indirectes sur leurs enfants.

Cet indicateur correspond à la part des 18-34 ans possédant la nationalité du pays de résidence qui déclarent avoir voté aux dernières élections législatives dans leur pays.

Dans l'UE, le taux de participation autodéclaré des jeunes nés dans le pays de deux parents immigrés est de 58 %, moins que les descendants de parents nés dans le pays (66 %). Les écarts entre les deux groupes sont les plus marqués dans les pays européens d'immigration avec une part élevée de parents immigrés de pays tiers. Le taux de participation des jeunes natifs dont l'un des parents est né à l'étranger est plus faible aussi, à 65 %. Aux États-Unis et au Canada, il n'y a qu'un mince écart entre descendants d'immigrés et de parents natifs en matière de participation électorale. Les premiers votent légèrement plus que les derniers au Royaume-Uni et en Israël. C'est en France, en Suisse et en Slovénie que la participation électorale des descendants d'immigrés est la plus faible, l'écart avec les descendants de natifs étant très marqué. En Suisse et en Slovénie, les électeurs de parents natifs ont participé aux dernières élections nationales près de deux fois plus que ceux dont les parents sont nés à l'étranger. Dans l'UE, les jeunes immigrés arrivés avant 15 ans ont un taux de participation légèrement supérieur (61 %) à celui des descendants d'immigrés, même s'ils continuent d'accuser un retard de 6 points de pourcentage par rapport aux électeurs de parents natifs. De tous les groupes, les jeunes immigrés naturalisés qui sont arrivés après l'âge de 15 ans restent les moins susceptibles de participer aux élections (45 %).

Entre les périodes 2002-10 et 2012-20, dans l'UE, la participation électorale autodéclarée des jeunes a légèrement diminué parmi les descendants d'immigrés, les descendants de parents nés dans le pays et les individus arrivés avant l'âge de 15 ans. Si l'écart entre les électeurs d'origine étrangère et ceux dont les parents sont nés dans le pays s'est particulièrement creusé en Suède (de 15 points de pourcentage), en Slovénie et en Suisse, il s'est réduit en Estonie et aux États-Unis. En Nouvelle-Zélande, au Royaume-Uni et en Israël, l'écart a aussi diminué grâce à la progression de la participation autodéclarée parmi les jeunes descendants de parents nés dans le pays (sauf en Nouvelle-Zélande).

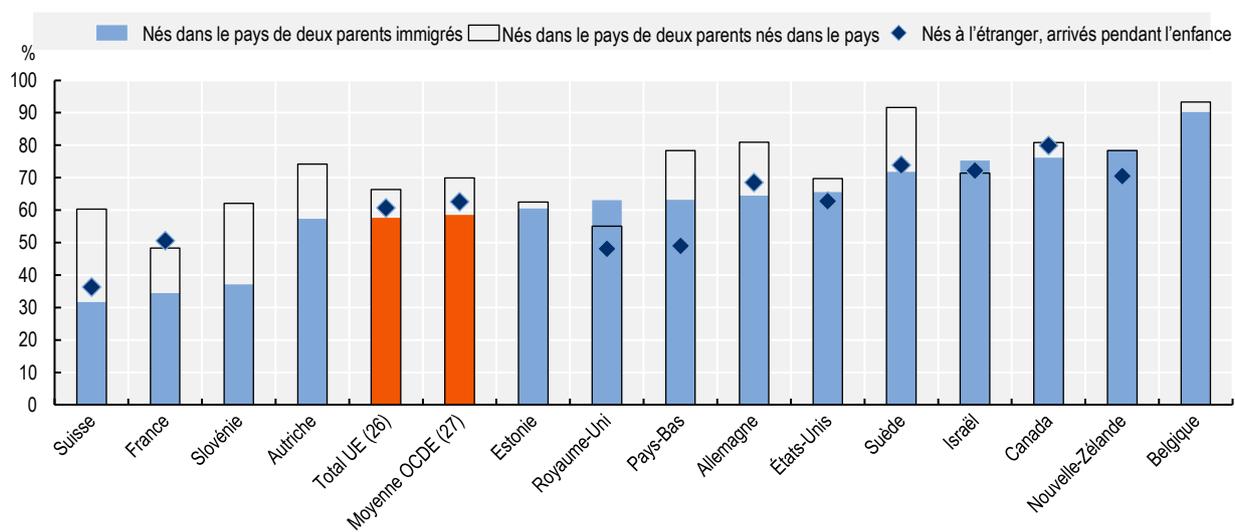
Si la participation électorale des femmes et des hommes est la même parmi les descendants de parents nés dans le pays et les immigrés arrivés avant l'âge de 15 ans, les jeunes femmes ayant un ou deux parent(s) né(s) à l'étranger sont moins susceptibles de 3 à 4 points de pourcentage de participer aux élections nationales que leurs homologues masculins dans l'UE. De plus, si les jeunes immigrés nés dans l'UE qui sont arrivés avant l'âge de 15 ans sont plus susceptibles de voter que leurs pairs non originaires de l'UE (66 % contre 59 % dans l'UE), les immigrés extracommunautaires arrivés après l'âge de 15 ans sont plus susceptibles de le faire (49 %) que leurs pairs originaires de l'UE (32 %).

Principaux résultats

- Dans l'UE, la participation électorale est plus élevée parmi les jeunes dont les parents sont nés dans le pays (66 %) que parmi ceux dont les deux parents sont nés à l'étranger (58 %). Il en va de même, quoique dans une moindre mesure, en Amérique du Nord, mais ce n'est pas le cas au Royaume-Uni et en Israël.
- Entre 2002 et 2020, l'écart entre les descendants d'immigrés et les descendants de parents nés dans le pays s'est sensiblement creusé en Suède, en Slovénie et en Suisse (de 10 à 15 points de pourcentage), tandis qu'il s'est presque entièrement résorbé en Estonie.
- Les jeunes femmes ayant un ou deux parent(s) né(s) à l'étranger sont moins susceptibles de voter que leurs homologues masculins.

Graphique 7.39. Participation autodéclarée aux dernières élections, selon l'origine des parents

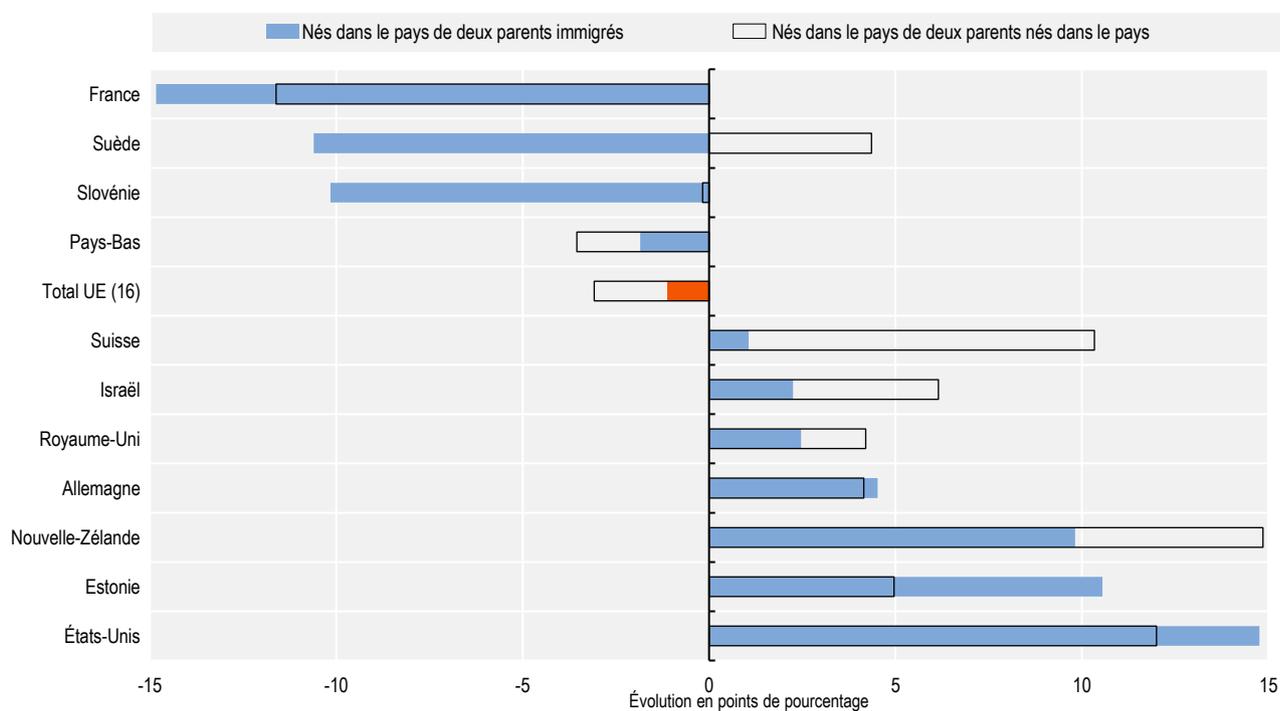
18-34 ans possédant la nationalité du pays de résidence, 2012-20



StatLink  <https://stat.link/563pcq>

Graphique 7.40. Évolution de la participation autodéclarée aux dernières élections, selon l'origine des parents

18-34 ans possédant la nationalité du pays de résidence, entre 2002-10 et 2012-20



StatLink  <https://stat.link/sc4lqw>

Les notes et les sources sont consultables dans leurs StatLinks respectifs.

7.21. Discrimination perçue

Contexte

La discrimination, qui représente une menace pour la cohésion sociale, est un facteur clé qui explique les difficultés que continuent de rencontrer les jeunes de parents nés à l'étranger.

Cet indicateur est en Europe la part de jeunes de parents nés à l'étranger qui disent faire partie d'un groupe subissant de la discrimination fondée sur l'origine ethnique, raciale, ou la nationalité. En Nouvelle-Zélande, il repose sur le vécu des personnes ; au Canada, sur la discrimination depuis le début du COVID-19. Aux États-Unis, il se fonde sur les cas signalés de discrimination au travail.

Dans l'UE, plus d'un jeune descendant d'immigrés sur cinq se dit faire partie d'un groupe victime de discrimination sur la base de son origine ethnique, raciale ou de sa nationalité. Au Canada et en Nouvelle-Zélande, ils sont à peu près un sur quatre à déclarer avoir subi de la discrimination fondée sur leur origine ethnique, raciale, leur culture ou leur couleur de peau (depuis le début du COVID-19 au Canada). Environ un descendant d'immigrés sur treize est victime de discrimination au travail aux États-Unis. Si plus de 30 % signalent de la discrimination aux Pays-Bas et en France, ils sont moins de 10 % à le faire en Slovaquie et en Irlande. Hormis en Israël, en Autriche et aux États-Unis, la discrimination perçue est plus fréquente chez les descendants d'immigrés que parmi les immigrés adultes, peut-être en raison d'une meilleure connaissance de leurs droits et d'une plus grande vigilance face aux pratiques discriminatoires.

Les comparaisons entre 2010-14 et 2016-20 dans les pays européens montrent une augmentation considérable de la discrimination perçue (+5 points de pourcentage). Cette hausse est entièrement imputable aux jeunes descendants d'immigrés de pays tiers, tandis que la discrimination perçue diminue chez les descendants personnes originaires de l'UE. Les cas signalés de discriminations ont été presque multipliés par deux parmi les descendants d'immigrés qui sont des locuteurs non natifs, alors qu'ils n'ont pas évolué parmi ceux qui sont des locuteurs natifs. On observe également une hausse de la discrimination perçue parmi les groupes exposés au risque de discrimination intersectionnelle, comme les femmes ou les jeunes peu instruits qui sont des descendants d'immigrés.

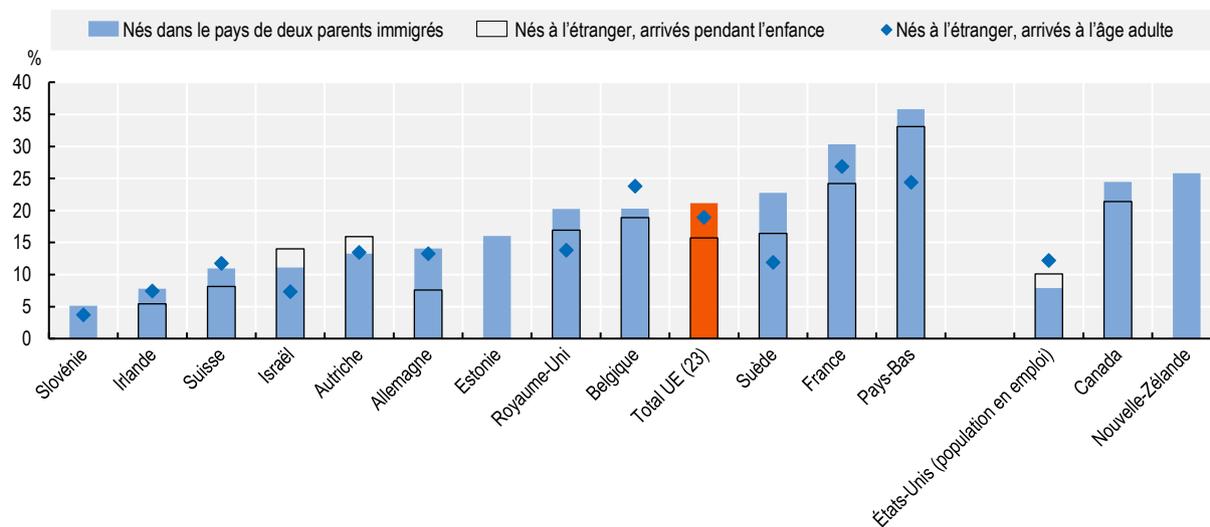
Si les jeunes femmes d'origine immigrée étaient légèrement plus susceptibles de signaler des actes de discrimination que leurs homologues masculins dans l'UE en 2010-14, cette situation a radicalement changé en 2016-20. À ce moment, elles étaient plus susceptibles de 11 points de pourcentage que leurs homologues masculins de déclarer de tels actes. Dans l'UE, on observe un écart encore plus marqué au niveau de l'évolution de la discrimination perçue entre les descendants d'immigrés non originaires de l'UE et les descendants d'immigrés nés dans l'UE, les premiers étant près de trois fois plus susceptibles de se sentir victimes de discrimination (cet écart était de 50 % en 2010-14). En outre, environ 30 % des descendants d'immigrés dont la première langue parlée à la maison est une langue étrangère déclarent appartenir à un groupe victime de discrimination (le double de la part observée en 2010-14). Quand la première langue parlée à la maison est celle du pays de résidence, ils ne sont que 20 % à le faire. La discrimination perçue est aussi plus fréquente parmi les descendants d'immigrés qui ne sont ni en emploi ni scolarisés ni en formation. Les jeunes ayant un niveau d'études élevé et ceux qui possèdent la nationalité du pays de résidence sont aussi plus susceptibles de signaler des actes de discrimination.

Principaux résultats

- Dans l'UE, plus d'un jeune descendant d'immigrés sur cinq a le sentiment de faire partie d'un groupe victime de discrimination sur la base de son origine ethnique ou raciale ou de sa nationalité.
- À l'exception d'Israël, de l'Autriche et des États-Unis, les descendants d'immigrés sont plus susceptibles d'avoir un sentiment de discrimination que les adultes immigrés.
- La discrimination perçue a augmenté entre les périodes 2010-14 et 2016-20, sous l'effet des niveaux accrus observés parmi les femmes, les jeunes dont les parents ne sont pas originaires de l'UE et les individus élevés dans une langue étrangère.

Graphique 7.41. Discrimination autodéclarée, selon l'origine des parents

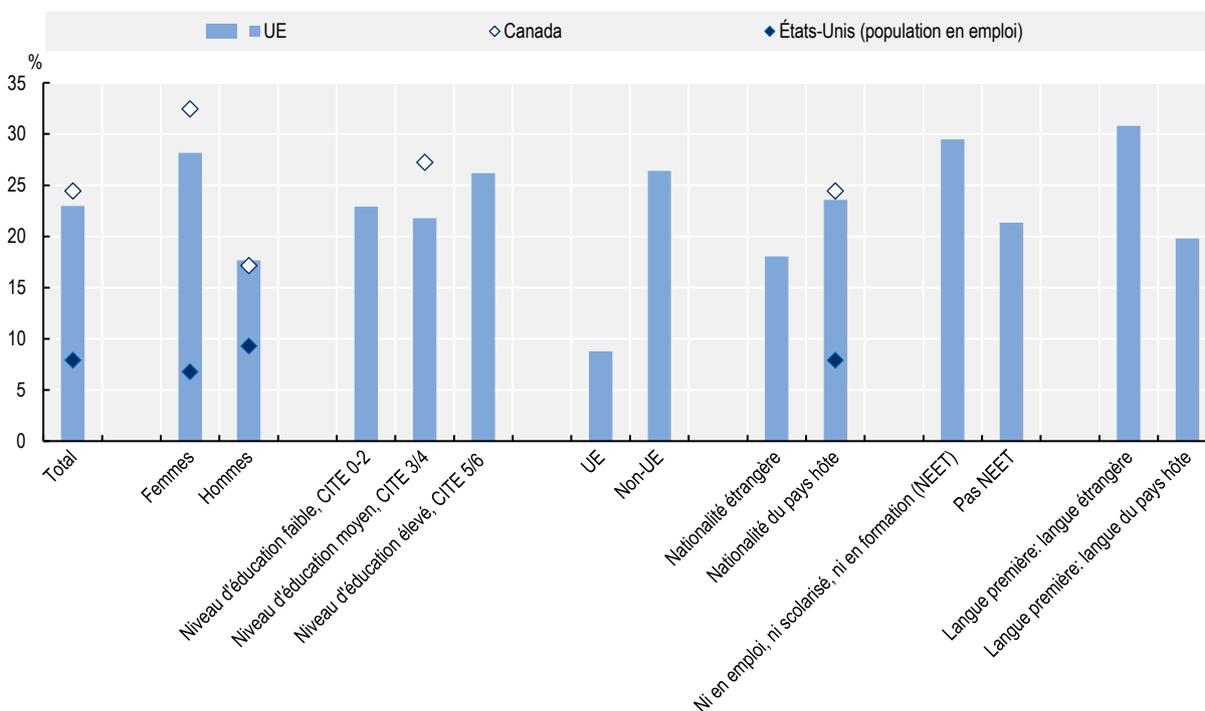
15-34 ans, 2012-20



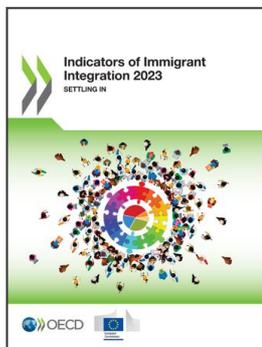
StatLink <https://stat.link/u2rgio>

Graphique 7.42. Discrimination autodéclarée par les jeunes descendants d'immigrés

15-34 ans, 2016-20



StatLink <https://stat.link/ds3i9e>



Extrait de :
Indicators of Immigrant Integration 2023
Settling In

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/1d5020a6-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE/Commission européenne (2023), « Intégration des jeunes de parents nés à l'étranger », dans *Indicators of Immigrant Integration 2023 : Settling In*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/7653b2a5-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.